



TRIBUNE

Socialiste

unifié

Hebdomadaire du parti

N° 84

15 JANVIER 1962

PRIX : 0,40 NF

CONTRE LE FASCISME NI EXCLUSIVE NI EXCLUSIVITÉ

par Edouard DEPREUX

On me dit qu'il aurait jadis existé des régimes — faibles par définition — au sein desquels on ne dérobaient pas couramment des fusils-mitrailleurs ou des mitraillettes dans les casernes avec la complicité de certains officiers, après avoir ligoté les soldats loyaux préposés à la garde de ces armes. Certains de nos concitoyens, qui n'ont pas la mémoire trop courte, prétendent même avoir connu un tel régime, avant que l'insurrection du 13 mai 1958 nous ait permis de bénéficier d'un pouvoir, dont chacun sait qu'il est fort et stable. Quelques mauvais esprits, « tracassins » impénitents, dont nous sommes, font parfois observer que l'utilisation de ces armes contre d'autres Français ne constitue peut-être pas une pure manifestation de concorde nationale.

Pour répondre à cette objection, les disciples de Mussolini, Franco, Hitler et Pétain semblent avoir, depuis quelques jours, modifié leur tactique. Hier, ils se réclamaient exclusivement de « l'Algérie française » des deux côtés de la Méditerranée. Ils utilisaient, au sud de la mer, l'exaspération et l'effolement d'une population trompée, dupée, mystifiée, par nos princes et singulièrement par le plus grand d'entre eux (nous ne répéterons jamais assez que la faute suprême de la V^e République, comme des derniers gouvernements de la IV^e, c'est de n'avoir pas préparé l'opinion à une inévitable évolution). Aujourd'hui, ils utilisent la recette traditionnelle de tous les dictateurs fascistes : l'anticommunisme. Cela leur permet de repousser l'accusation d'avoir déclenché la guerre civile : ils mettent les communistes hors de la nation. Forts de cette affirmation, aussi péremptoire que simpliste, ils ne se contentent plus de « plastiquer » tous leurs adversaires de Libération à France-soir, de l'Humanité au Figaro, ce qui entraînait d'ailleurs, de temps à autre, des morts d'hommes et des blessures graves. Ils assassinent surtout — dans une première étape — des militants du P.C., en employant des tueurs à gages, rémunérés suivant un barème précis (tant pour les célibataires, tant pour les hommes mariés). Ils attaquent les sièges du même P.C., en province comme à Paris. Leurs desseins sont clairs : provoquer une réaction des seuls communistes, et, si possible, des troubles et des désordres prolongés qui nécessiteraient, comme au lendemain du 13 mai, l'appel à un « sauveur suprême » civil ou militaire.

Comment déjouer un tel plan ?

Trois conditions me paraissent essentielles :

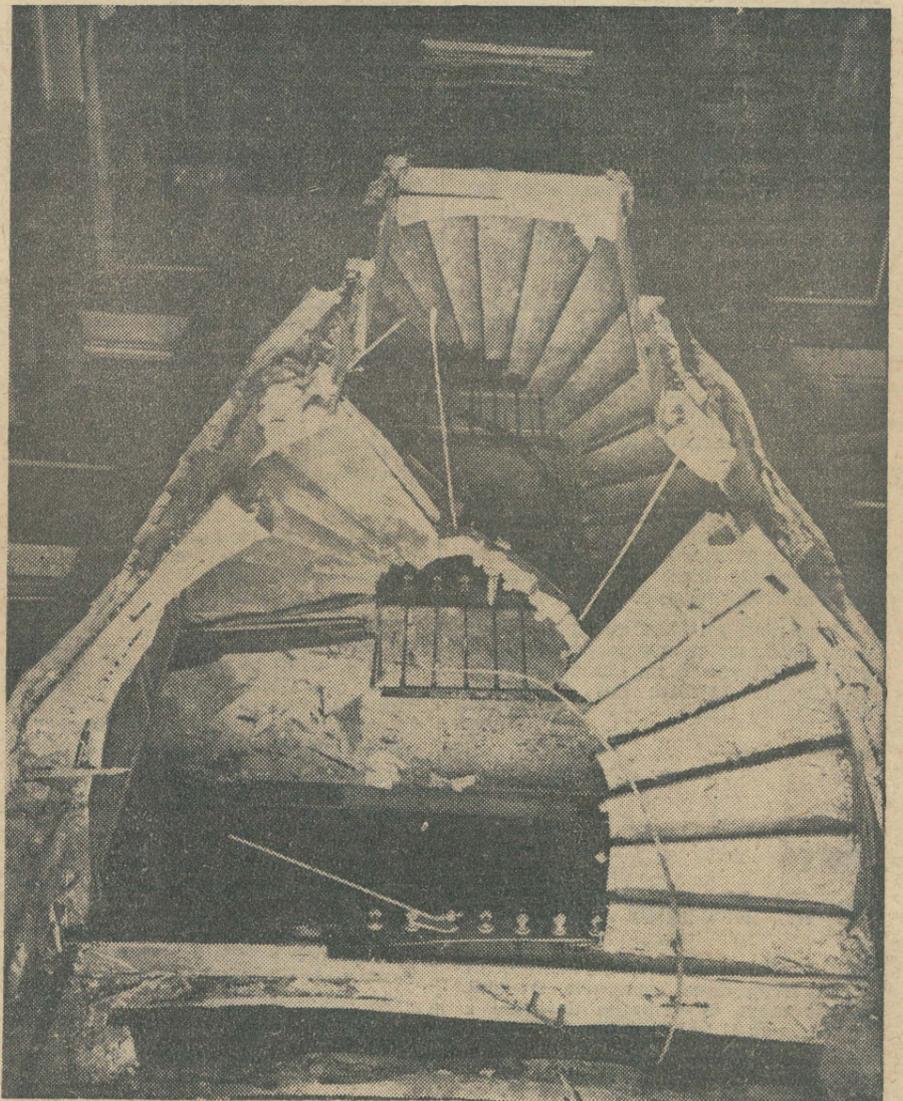
1^o Il faut d'abord rappeler le processus suivi par tous les prédécesseurs de ces messieurs : une fois les communistes mis hors la loi, vient le tour des démocrates de toutes nuances. Que sont devenus les socialistes et les libéraux d'Italie, d'Allemagne, d'Espagne, après la prise du pouvoir par les fascistes, les nazis, les franquistes ? L'erreur la plus funeste consisterait à abandonner aux communistes le monopole de la riposte. Ce serait tomber dans le piège qui nous est tendu : laisser croire que le choix qui nous est offert est entre le communisme et le despotisme qu'on présente comme plus ou moins éclairé, alors que l'option véritable est entre la démocratie et le fascisme. Il faut donc unir sans exclusive, en répudiant tout esprit de secte, ceux qui sont, aujourd'hui, décidés à dresser un barrage contre une menace de plus en plus grave, dont nul homme sensé ne peut soutenir qu'elle est celle du communisme. A ceux qui disent « non » aux assassins, on ne doit pas demander quelle carte de parti ils ont dans leur poche et encore moins s'ils en ont une, ni si leur casier judiciaire politique est absolument vierge, ni ce qu'ils comptent faire dans vingt ans.

2^o Aucune organisation — et cela n'est pas moins important — ne doit revendiquer l'exclusivité de l'antifascisme, tirer la couverture à elle, tenter d'exercer son hégémonie, ou s'attribuer je ne sais quelle vocation à la prédominance sur la nécessaire coalition.

Foin des querelles sur les priorités, les préséances, les montées dans le train, dès le départ ou en marche, etc. Nous sommes d'autant plus à l'aise pour réclamer cette trêve, en attendant que les historiens se penchent sur les textes et les documents, que le P.S.U. possède un dossier irréprochable. Nous avons pris des initiatives, manifesté seuls lorsque les réponses de tel ou tel de nos partenaires éventuels, s'excommuniant réciproquement, tardaient trop à nous parvenir, répondu favorablement aux initiatives des uns et des autres, répudié à la fois les exclusives et les prétentions avouées ou camouflées à l'exclusivité. Parce que nous ne redoutons aucune confrontation, nous pouvons déclarer qu'aujourd'hui seule l'action efficace importe. Chaque heure perdue dans des controverses dérisoires et périmées risquerait d'amener les interlocuteurs — ceux du moins qui auraient survécu à la tourmente — à poursuivre leurs controverses dans des camps de concentration ou en exil.

3^o Lancer ce message d'union n'est pas suffisant. Il faut en même temps mettre au point un programme précis, en prise directe avec la réalité et démontrer ainsi que la gauche ne sera jamais surprise par les événements et sera prête, à tout moment, à recueillir la succession de l'actuel système, dont la retentissante faillite apparaît de plus en plus clairement aux esprits impartiaux. Notre camarade Pierre Mendès-France a produit un choc psychologique heureux : la preuve a été administrée par sa conférence de presse et sa tournée dans le pays que les troubles d'extrême-droite n'étaient pas les seuls candidats à cette succession. Notre comité politique national des 6 et 7 janvier ne s'est pas contenté d'affirmer la nécessité de barrer la route aux fascistes. Il a, dans des conditions réconfortantes, contribué à élaborer un programme que nous soumettrons bientôt à tous ceux qu'il pourra intéresser. Ces deux ordres de préoccupations sont complémentaires.

Aucune question ne sera laissée dans l'ombre : institutions étayant la démocratie sur des bases non plus exclusivement politiques, mais économiques et sociales, gestion des entreprises, nationalisations et socialisations, planification, logement, information, distribution, enseignement, niveau de vie, décolonisation politique et économique, paix, désarmement. La victoire sur le fascisme exige la préparation des mesures de transition, qui débarrasseront la route vers le socialisme, permettant de saisir les leviers de commande fondamentaux de l'économie, de créer une situation de « non retour », évitant la remise en question des conquêtes sociales de la gauche, quelques mois, ou au mieux quelques années, après ses victoires.



(A.D.P.)

A LA MANIERE HITLERIENNE : LE FASCISME CONTRE LES INTELLECTUELS ENGAGES

« Une charge de plastic endommage gravement l'immeuble où habite M. Jean-Paul Sartre. » (Les journaux.)



(Keystone.)

L'Aveyron ne veut pas mourir. (Voir notre article p. 5.)

Un procès suspect

Nous avons déjà parlé de l'arrestation au Caire d'un certain nombre de diplomates français et des surprenantes accusations formulées contre eux. Dans notre précédent numéro, Simone Lacouture est revenue sur cet événement en le situant dans une analyse d'ensemble de la situation intérieure et internationale de l'Égypte.

Le procès des diplomates français doit s'ouvrir en principe le 5 janvier sans que les accusés aient encore obtenu les garanties que toute justice soucieuse de respecter les droits de l'homme accorde toujours à la défense.

A cette occasion, nous revenons sur cette affaire pour apporter quelques précisions sur la personnalité d'un de ces diplomates accusés d'espionnage et de complot, André Miquel, chargé de mission culturelle au Caire.

André Miquel avait été reçu troisième en 1950 au concours de l'école normale supérieure, et premier au concours de l'agrégation de grammaire. Une vocation précoce l'avait tourné vers l'étude de la langue et de la culture arabes. Pendant ses premières années de recherches et d'enseignement, il avait déjà donné à diverses revues spécialisées des études historiques et philologiques.

C'est en 1961 seulement qu'il obtient son détachement au service des relations culturelles du ministère des Affaires étrangères. Nommé au Caire, il y était arrivé le 14 septembre 1961 avec sa femme et ses deux jeunes enfants.

Voilà qui semble caractériser le comportement d'un agent d'espionnage ! Tout le passé, comme d'ailleurs les convictions d'André Miquel, sont en contradiction avec les accusations formulées aujourd'hui contre lui.

Il convient enfin de souligner qu'il n'a jamais signé d'aveux ni « comparu » sur les écrans de la télévision égyptienne.

Nous sommes peu suspects ici, assurément, de prendre systématiquement parti pour les services français dans les pays d'Afrique et nous savons que leur attitude n'est pas toujours et partout irréprochable.

Nous n'en sommes que plus libres pour souligner ce que la personnalité d'André Miquel révèle sur le caractère trouble de l'affaire des diplomates français au Caire.

Mort de M. Martinez Barrio

M. Martinez Barrio, Président de la République espagnole en exil, est mort la semaine dernière à Paris où il habitait depuis de longues années.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 4 janvier, au nouveau cimetière de Saint-Germain-en-Laye. Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., a assisté à la levée du corps avec Lucien Weitz, membre du C.P.N. Nos camarades ont exprimé les sentiments de sympathie du P.S.U. à la famille du Président Martinez Barrio et à tous nos amis républicains et socialistes espagnols.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 10 au 16 janvier

L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD

Alain RESNAIS
et Alain ROBBE-GRILLET

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

FAUT-IL PARTAGER L'ALGERIE ?

LORSQUE M. Alain Peyrefitte écrit son livre *Faut-il partager l'Algérie ?* (1), il avait posé vraisemblablement le problème comme résolu. Enfin, résolu négativement.

Je veux dire par là que l'auteur a dû partir de l'idée suivante : le G.P.R.A. n'est pas disposé à négocier sérieusement. Il n'a jamais rien offert d'acceptable sur les droits et garanties de la minorité européenne. Or, c'est sur ce point que la négociation se joue. Les Européens, dans le cas où ils seraient organiquement associés à l'Algérie de demain, en vertu de garanties réelles et collectives, bénéficieraient d'un fédéralisme personnel ; sinon, le regroupement permettrait de leur assurer un *fédéralisme territorial* (p. 345).

Malheureusement, M. Peyrefitte est l'un des rares hommes à considérer viable le « regroupement » des Européens d'Algérie sur un territoire concentré — et probablement là où les terres sont les meilleures.

Seulement, ce ne sont pas les références citées par M. Peyrefitte qui peuvent convaincre le G.P.R.A.

Tout d'abord, depuis le début de l'insurrection, et dès que se sont affirmées les thèses de la révolution algérienne, le F.L.N. n'a cessé d'affirmer l'intangibilité du territoire algérien, y compris les régions sahariennes. On peut donc affirmer comme une vue de l'esprit que le G.P.R.A. admette aujourd'hui qu'une portion de l'Algérie puisse échapper à l'autorité de la République algérienne, alors que le général de Gaulle lui-même est arrivé, après bien des tergiversations, et des contradictions, à ne plus contester la souveraineté algérienne sur l'ensemble du territoire, Sahara compris.

Mais M. Peyrefitte, estimant impossible a priori que les Européens puissent cohabiter, avec un statut d'étrangers, dans une société musulmane, juge le retour dans l'hexagone comme une solution à écarter. Certes, c'est une solution difficile mais pas impossible, à condition qu'elle soit réalisée avec du temps et dans une perspective généreuse et constructive.

En fait, ce qui est évident, c'est que la majeure partie des Européens d'Algérie ne peuvent admettre qu'ils puissent vivre demain comme une minorité, dans un pays où ils étaient hier les maîtres absolus.

L'auteur dit qu'il n'y a pas plus de 7.000 à 8.000 moyens et gros colons (pour ceux-là, le problème est résolu car ils se sont déjà débrouillés au mieux de leurs intérêts) et qu'il y a 175.000 petits salariés — c'est-à-dire la moitié des Européens en activité. Mais les sentiments « ultra » de la supériorité raciale habitent, hélas ! tout autant les uns que les autres, et d'autant plus les « petits » qu'il n'y a que devant les « minables biscuits » qu'ils peuvent se croire supérieurs.

Domage que M. Peyrefitte ne veuille point admettre quel était le ressort de la révolte algérienne de 1954, sinon il n'aurait pas raillé aussi légèrement l'analyse « prétendument marxiste » du Club Jean-Moulin (marxiste et communiste, deux adjectifs que l'on croit percutants !).

Mais le livre de M. Peyrefitte a un autre but : celui de présenter le partage comme la solution la plus étudiée. Ne chicanons pas l'auteur sur la gymnastique qu'il fait subir aux mots : il ne s'agit pas de *partition* mais de *répartition*. Comme si l'action de répartir n'aboutissait pas à la division !

En fait, et il le dit lui-même, il s'agit de « la rendre possible aujourd'hui, dans quelques mois, dans quelques années, s'il est vrai que cette perspective est la seule qui puisse amener le F.L.N. à composition » (p. 358).

Dernier recours, dit-il. Comme si les huit ans de guerre ne suffisaient pas.

Mais M. Peyrefitte nous révèle sa pensée en affirmant, encore légèrement, que l'union des Français pourrait se faire sur une telle solution. De l'O.A.S. à qui ? Ceux qui s'y refuseraient sont d'ores et déjà des « extrêmes » qui veulent tout garder ou tout lâcher. Nostalgiques ou agents de l'étranger ?

Mais nous avons discerné, dans le contexte, que la solution de partage n'était pas, quoi qu'en affirme Peyrefitte, une solution dernière. Bien au contraire, elle est le seul objectif politique que s'assigne l'auteur du livre et qu'il tend à justifier. Ce faisant, il ajoute ainsi aux difficultés de la négociation actuelle puisqu'il remet en

cause un problème déjà résolu au cours des entretiens passés.

De plus, on écarte comme négligeables les difficultés que rencontrera le déplacement des populations. S'il en était besoin, il suffit de se rapporter aux récits sanglants qui furent faits lors de la partition pakistanaise. Il serait peut-être plus simple, pour les partisans du partage, de vider les régions européennes de tous les Algériens de souche, sinon rien ne garantirait les infiltrations continuelles, même pas l'établissement d'odieuses mesures de police permanentes.

Objectivement, il faut le reconnaître, M. Peyrefitte entreprend d'exposer les avantages de la méthode israélienne. Mais Israël n'a pas provoqué de « partition » de la Palestine elle lui a été imposée par les Nations Unies. Ensuite, le cas d'Israël est particulier, car la Palestine est — et reste — ouverte aux émigrants juifs du monde entier, ce qui oblige naturellement l'Etat d'Israël à tenir compte de l'exiguïté de son territoire ; de plus, Israël est, depuis treize ans, entouré de pays hostiles, ce qui explique qu'il soit assez réservé sur le « retour » non contrôlé de masses fanatisées par la propagande de la Ligue Arabe et qu'il dépense une grande partie de ses ressources à se maintenir mobilisés dans la défense. Enfin, si Israël a encore beaucoup de travail à fournir pour mettre en valeur le désert qui lui a été concédé, ses voisins n'en auraient pas moins ni plus s'ils voulaient fertiliser, à la manière israélienne, les terres sur lesquelles vivent les réfugiés arabes qu'ils maintiennent dans leur misérable situation. Pourquoi ? Parce que la prospérité d'Israël est un appât pour ces malheureux surexcités par la démagogie nassérienne.

N'en sera-t-il pas de même en Algérie entre un Etat musulman — moins bien pourvu — et un Etat européen possesseur et bénéficiaire des richesses naturelles — et exploitées — du territoire ?

M. Peyrefitte, habilement, convient aisément que l'israélisation rencontrerait trop de difficultés et de dangers, mais tout aussitôt, il propose une solution irréalisable : une société multiraciale à l'image du Liban (p. 77). Il ne semble pas vouloir tenir compte que le F.L.N. poursuit une « révolution sociale » (dont les frais eussent pu être évités si la France l'avait compris à temps) et que le nationalisme — aussi regrettable que cela puisse être, mais nous ne pouvons reprocher à d'autres d'agir comme nous — est le ciment de cette révolution.

Enfin lorsque seraient constitués deux Etats en Algérie, le G.P.R.A. — qui aura du mal à s'opposer aux pressions révolutionnaires du nationalisme algérien — se trouvera contraint de faire de la libération complète du sol de l'Algérie le leitmotiv de son action. C'est-à-dire que la guerre — ouverte ou larvée — continuera sur les frontières de ces deux Etats et nécessitera le maintien de nombreuses forces armées.

Il est vrai que M. Peyrefitte fournit la réponse en laissant la plume à un général de corps d'armée du cadre de réserve : « Deux cent mille hommes ne seraient pas nécessaires pour défendre une bande côtière et les communications avec le Sahara. Car, au lieu de toujours se défendre, ils pourraient enfin attaquer. A la première alerte, ils ne seraient pas longs à administrer à l'Etat F.L.N. une telle raclée qu'il ne recommencerait pas de sitôt. Nasser s'est tenu tranquille après la campagne du Sinaï. »

M. Peyrefitte qui, décidément, pense à tout, entre dans les détails de ce qu'il appelle l'opération « regroupement ». Regroupement même provisoire qui tendrait à se perpétuer (p. 83). Ecoutez :

« Les camps de tentes deviendraient baraquements, les baraquements maisonnettes... Cette solution satisferait l'armée : on resterait fidèle aux gens et aux choses. On maintiendrait. Massant ses forces dans la zone de sécurité et dégageant le reste, l'armée substituerait à la stratégie active un dernier impératif : protéger les « regroupés » derrière les barbelés, puis un barrage électrifié, puis des blockhaus. La nécessaire concentration des moyens dessinerait sur le terrain un partage durable. »

Et voilà ! Une muraille de Chine en Algérie. Ou un retour aux villes fortifiées du moyen âge... avec pont-levis sur barbelés...

Quand on vous le disait qu'il y avait des « nostalgiques ». Et ceux-là ne désarment pas.

Excellents stratèges, ils écartent comme négligeable le fait que l'Etat F.L.N., déjà reconnu par de nombreux

pays, jouerait de la solidarité des pays du Tiers Monde pour solliciter — et obtenir — une aide ouverte qui ne lui viendrait pas — comme pour Nasser — d'une Ligue Arabe désunie, mais de certaines grandes puissances que la décolonisation pourrait rapprocher momentanément... A moins que ce prétexte ne fasse de l'Algérie le lieu de rencontre d'un nouveau heurt mondial. Mais l'auteur écarte cette éventualité, négligemment, en une page (p. 98).

Nul doute que M. Peyrefitte n'aurait pas voulu tant de sang ; mais malheureusement, l'enfer étant pavé de bonnes intentions, son livre, en écartant délibérément les solutions praticables eu égard aux éléments du problème, concourt à rendre encore plus difficile la conclusion d'un conflit qui, depuis huit années, n'a pas contribué à enrichir notre pays ni à relever son prestige.

Car le problème — et le seul — est de trouver la procédure grâce à laquelle pourront coexister des communautés différentes dans un pays totalement indépendant. Quant à nous, nous ne proposons nullement l'évacuation totale, et pas plus que le Club Jean-Moulin, quoi qu'en dise M. Peyrefitte.

Seulement, nous pensons qu'il y a des éléments européens qui n'auraient plus leur place dans une Algérie indépendante et qu'il faudra réincorporer au sein de la nation française. Et nous croyons que l'Algérie indépendante saura protéger ceux des Européens qui accepteront de vivre là où ils sont nés, comme elle saura faire la différence entre les nostalgiques de l'empire et le peuple français démocrate. Un nouveau monde est en formation dans les souffrances et dans le sang à cause de la myopie et de l'égoïsme de certains hommes.

M. Peyrefitte n'est, certes, ni myope ni égoïste. Le député U.N.R. se trompe simplement, en trois cent quatre-vingt-quatre pages et treize cartes...

Bertrand RENAUDOT.

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 10 au 16 janvier

On tue à chaque page

Raoul ROSSI et Pierre GUILBAUD

Patamorphose

BOSCHET et André MARTIN

Un dimanche à Pékin

Chris MARKER

Les charmes
de l'existence

Jean GREMILLON et Pierre KAST

14 juillet

Jean HURTADO

Les statues meurent aussi

Chris MARKER et Alain RESNAIS

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

(1) « Faut-il partager l'Algérie ? » — Tribune Libre. — Plon, éd.

LE REGROUPEMENT DES ANCIENS D'ALGÉRIE

Il y a aujourd'hui trois millions d'anciens d'Algérie. Depuis 1957, ces hommes sont sollicités par diverses organisations peu représentatives ou purement fascistes. Devant le péril qui nous menace aujourd'hui, il est pourtant nécessaire que tous les anciens d'Algérie soient largement regroupés pour faire face à ce danger.

C'est pour assurer le regroupement le plus large possible en vue d'une action contre les tentatives fascistes que s'est créée, le 18 décembre dernier, l'Union Démocratique des Anciens d'Algérie (U.D.A.A.).

Animée par des jeunes de diverses formations syndicales et politiques dont les anciens d'Algérie du P.S.U., l'U.D.A.A., ainsi que le déclare son programme, s'engage à :

1) Faire reconnaître les droits de trois millions d'anciens d'Algérie et favoriser la réintégration sociale des libérés ;

2) Créer une organisation démocratique résolue à œuvrer :

— pour la paix en Algérie par la négociation ;

— pour la coopération franco-algérienne ;

— pour la défense des libertés et la construction d'une démocratie véritable ;

— pour la diminution de la durée du service militaire ;

— pour l'indispensable effort de formation civique de la jeunesse.

Le P.S.U. a approuvé ce programme et souhaite que l'U.D.A.A. se développe rapidement.

LA NOUVELLE REVUE MARXISTE

● Rédaction et administration :
6, rue Thouin, Paris-5^e.

Le numéro 4 NF
Abonnement annuel (4 n^{os}) .. 15 NF
Abonnement de soutien 50 NF

Les versements doivent être faits à : la Nouvelle Revue Marxiste, 6, rue Thouin, Paris-5^e.

C.C.P. PARIS 5617-88.

Le billet de J. Binot

Et pourquoi pas ?

M. MARBŒUF (Auguste) est conseiller municipal de Paris. Il est aussi homme de bon conseil si l'on en juge par celui qu'il vient de donner au préfet Papon : interdire la rue aux mineurs non accompagnés à partir de 22 heures.

M. le Préfet de Police, qui applique déjà cette sage restriction aux Arabes, sauf à les faire accompagner de coups de matraque, ne peut manquer de mettre à l'étude une aussi heureuse suggestion.

Nous nous permettons, quant à nous, d'être surpris par son caractère restrictif. En ces temps de manifestations intempestives contre les patriotes de l'O.A.S., manifestations qui mettent, on peut le dire, la police sur les dents, il paraît même surprenant que l'auteur n'ait pas vu plus loin.

Nous croyons qu'il faut suivre le Marbœuf jusqu'au bout. Et qu'il faut interdire tout bonnement la rue à tout le monde — patriotes exceptés — dès 22 heures au plus tard.

Avec mise sous clé des habitants, les concierges étant habilités par les sous-Papon de quartier à procéder aux vérifications et contrôles d'usage. Une gaullarchie enfin policée se reconnaîtrait à cette seule pratique.

Laquelle aurait le mérite de rajeunir les Parisiens.

Car enfin, les nazis ont déjà fait ça, voici vingt ans.

IMPITOYABLES REALITES

LES réalités sont, décidément, impitoyables pour le régime.

Le 29 décembre, le général de Gaulle prononce son discours de vœux au peuple français. On n'en a pas oublié le thème : Tout va très bien. C'est si déconcertant que François Mauriac lui-même s'est permis d'ironiser.

Une semaine s'est à peine écoulée depuis la harangue présidentielle. Que s'est-il passé en ces quelques jours dans le « meilleur des régimes possibles » ?

— L'assassinat d'un militant communiste, M. Lecussol, à Alençon, par deux tueurs de l'O.A.S.

— Un mitraillage du siège du parti communiste, à Paris, et d'une de ses permanences à Lille.

— Bon nombre de plastiquages particulièrement destructeurs, dont celui qui, dans l'immeuble où habite Jean-Paul Sartre, a ravagé deux appartements. C'est un miracle qu'il n'y ait eu que des dégâts matériels.

— Le vol de 135 kilos de plastic à la base américaine de Toul-Rozières. Le vol à Satory de quinze mitrailleurs et de quatre fusils-mitrailleurs dans des conditions telles que personne ne doute que le coup de main ait été rendu possible par des complacités sur place.

Dans le même temps, en Algérie, les violences redoublent et l'impuissance des pouvoirs publics à les maîtriser s'aggrave. De nouvelles émissions pirates ont eu lieu.

Tel est le bilan, certainement très incomplet.

Manifestement, l'O.A.S. s'enhardit. Elle passe du plastiquage à l'assassinat.

En réponse, le gouvernement promène un peu partout ses forces de police. Il échange les C.R.S. d'Algérie contre d'autres, envoyés de France. Ce seul fait illustre son désarroi. Sans doute, est-il d'une bonne intention de ne plus laisser le soin de réprimer les violences des Européens d'Algérie à des unités où se trouvent trop de « pieds noirs ». Mais leur transfert en France comporte un grave danger : ces hommes seront ici de peu d'utilité pour la lutte contre l'O.A.S. Par contre, ils feront preuve à coup sûr d'un grand « zèle » dans les répressions contre la gauche.

Incapable de lutter sérieusement contre l'O.A.S. comme de « l'apaiser », grossissant l'opposition de gauche des éléments qui s'étaient laissés prendre au mythe de « de Gaulle sauveur de la démocratie », le régime voit s'effriter chaque jour davantage ses points d'appui.

Il tente de rassurer l'opinion — et de se rassurer lui-même — en affirmant qu'il ne craint pas un putsch. Peut-être sur ce point les événements lui donneront-ils raison. Mais il n'est pas moins grave que la situation actuelle se prolonge. C'est même très certainement ce que cherche l'O.A.S. qui veut créer dans le pays un climat de terreur, faire éclater la faiblesse du pouvoir tout en espérant user la capacité de résistance et de riposte de la gauche.

Un an tout juste vient de s'écouler depuis le dernier référendum. Celui-ci avait été célébré comme un triomphe et une consolidation du régime gaulliste. Les faits ont tragiquement démenti les accents de victoire. La gauche doit en tirer une fois de plus la leçon ; tout nouveau crédit de confiance au régime est du temps perdu pour elle et constitue au contraire un avantage pour ses adversaires les plus redoutables.

Délégation P.S.U.

Samedi après-midi les camarades René Fallas, Maurice Laval et Robert Moussay, membres du C.P.N. se sont rendus au nom du Comité politique au siège du Comité central du P.C.F., 44, rue Le Peletier, pour apporter le témoignage de la solidarité du P.S.U. après l'attentat O.A.S. perpétré contre le siège du P.C.F. le 4 janvier, attentat qui avait fait un blessé grave. Nos camarades ont été reçus par R. Frischmann, membre du Bureau politique et Léo Figuières, membre du secrétariat du P.C.F.

Résolution adoptée par le Comité Politique National du P.S.U.

Le Comité Politique National du P.S.U. s'est réuni à Paris le samedi 6 et le dimanche 7 janvier.

L'ordre du jour de cette réunion a été essentiellement consacré à l'examen de documents relatifs au programme du parti.

Mais les délibérations ont évidemment porté sur l'examen de la situation politique présente, en particulier sur les moyens de faire échec à l'O.A.S.

Sur ce point, le C.P.N. a adopté une résolution dont on trouvera le texte ci-dessous.

Le C.P.N. a d'autre part décidé, au début de sa réunion de samedi après-midi, d'envoyer une délégation au siège central du Parti communiste au moment où se déroulait la manifestation de protestation organisée à la suite de l'attentat qui a eu lieu le jeudi 4 janvier.

EN Algérie, l'O.A.S. tente de s'imposer comme pouvoir de fait afin de rendre impossible toute vie commune entre les différentes fractions de la population et d'empêcher la paix. Seule, la signature d'un accord avec le G.P.R.A. créerait une situation irréversible : toute tentative de sabotage de la paix devrait alors se heurter à l'écrasante conjonction de toutes les forces françaises et algériennes décidées à faire respecter le cessez-le-feu.

En France, l'O.A.S. passe du plastiquage à l'assassinat politique : ses tueurs veulent faire régner la terreur.

Comme jadis le fascisme italien, l'hitlérisme et le franquisme, dont elle reprend les méthodes, l'O.A.S. se livre à une diversion anticommuniste destinée à tromper l'opinion publique sur le véritable enjeu du combat.

En prétendant lutter sur deux fronts, le gouvernement favorise cette manœuvre : l'interdiction et la répression brutale des manifestations populaires, les sanctions contre les policiers républicains, la mansuétude à l'égard des complices de l'O.A.S. dans l'armée, la police, la magistrature et l'administration, entravent la résistance à l'O.A.S. et facilitent ses agissements. La même critique doit être faite à tous ceux qui prennent cette même attitude de lutte sur deux fronts ou qui l'approuvent.

Le combat contre l'O.A.S. nécessite, au contraire, l'union de tous

ceux qui affirment leur volonté de lui barrer la route.

Le P.S.U., qui a déjà pris nationalement et localement de nombreuses initiatives en vue de la coordination de l'action de tous les ennemis de l'O.A.S., poursuivra son action dans ce sens dans tout le pays et souhaite que les rencontres entre les représentants des centrales syndicales, de même que les récentes propositions de la Ligue des Droits de l'Homme, aboutissent à vaincre les difficultés qui subsistent encore sur la voie de l'union.

Il y a des étapes à franchir et des obstacles réels à surmonter. Le P.S.U. n'entend jouer le rôle de courtier de personne, que ce soit du Parti communiste ou des organisations qui refusent encore tous contacts avec ce parti. Il propose en revanche des formes d'action qui doivent permettre d'écartier les exclusives comme les prédominances et de réaliser la nécessaire coordination des efforts.

Le Comité politique national invite les fédérations et les sections du P.S.U. à prendre les mesures permettant de prévenir ou de réprimer les crimes de l'O.A.S., d'organiser en toutes occasions, en liaison avec les formations démocratiques, les ripostes de masse qui s'imposent et à entreprendre, dans les formes appropriées, la liaison nécessaire avec ces forces de résistance démocratiques et les officiers, les sous-officiers et soldats républicains qui luttent dans leurs secteurs contre la mainmise de l'O.A.S. sur l'armée.

Le questionneur questionné

AINSI que le rapporte notre confrère « Le Monde », un incident est survenu le 20 octobre à la Faculté des sciences de Paris, où le professeur Godement a autorisé au début de son cours la lecture d'un texte protestant contre les méthodes de la police lors des manifestations des Algériens et a lui-même condamné le racisme.

Usant de la question écrite, M. le député Léon Delbecque a demandé au ministre de l'Éducation nationale comment il comptait « sanctionner cette atteinte à la neutralité politique de l'enseignement et quelles mesures il comptait prescrire pour éviter de tels errements ».

Nous nous garderons de prendre au sérieux M. le député Delbecque et sa question écrite car ce serait en vérité lui faire un excessif honneur. Toutefois, et pour rester dans le ton de ces sinistres jours, nous allons accompagner M. le député Delbecque dans ses propres errements.

Voyons un peu, M. Delbecque : lorsque le domicile du professeur Godement fut plastiqué par les nazis de l'O.A.S., à quel ministre avez-vous écrit, et quelle question avez-vous posée ?

Lorsque des cadavres d'Arabes suppliciés furent découverts

dans les bois proches de Paris ou repêchés dans la Seine, à quel ministre avez-vous écrit et quelle question avez-vous posée ?

Lorsque le lieutenant Bernard a déserté, non sans emporter — non sans voler — l'armement de sa propre section, à quel ministre avez-vous écrit et quelle question avez-vous posée ?

Lorsqu'un sous-lieutenant ultra abat de trois coups de revolver un soldat, instituteur, quel que part dans le Sud algérien, à quel ministre écrivez-vous et quelle question vient à votre plume ?

Il nous serait trop facile d'expliquer pourquoi vous n'êtes pas pressé de poser des questions dans ces cas-là, et il ne convient pas de perdre trop de temps avec un Delbecque.

Quant à la seule question que vous avez posée, il ne nous déplaît pas, une fois n'est pas coutume, de faire nôtre la réponse ministérielle que vous avez reçue, à savoir « que l'Université — c'est sa tradition et son honneur — n'a jamais nourri d'autres passions que celles de la justice et de la vérité et n'a jamais eu d'autre ambition que de défendre contre la violence les droits de l'esprit ».

Edmond FOURNIER.

Après le 19 décembre...

Sanctions chez Citroën

Le patronat de chez Citroën n'avait pas la réputation d'être particulièrement libéral. Il a tenu à confirmer cette réputation en adressant des avertissements aux militants et aux travailleurs des usines Michelin-Citroën qui avaient observé le mouvement de grève du 19 décembre.

Les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O. de la région parisienne ont protesté et appelé les travailleurs de la métallurgie parisienne « à soutenir l'action de leurs organisations afin d'exiger de la direction de l'usine et des pouvoirs publics le retrait de ces avertissements estimés illégaux ».

Controverse à Force Ouvrière

Le bulletin de la Fédération Force Ouvrière des industries chimiques, parachimiques et du verre — laquelle avait décidé de participer à la grève et aux manifestations du 19 décembre — publie une lettre adressée le 13 décembre par Robert Bothereau, secrétaire général de la Confédération, à Maurice Labi, secrétaire général de cette fédération, ainsi que la réponse de ce dernier.

R. Bothereau écrivait :

« La résolution du congrès sur l'Al-

gérie, qui mandate la Confédération en vue d'y imposer la paix et qui décide de faire face aux activités factieuses, réclame « tous les contacts possibles avec des organisations se réclamant des principes fondamentaux de la liberté ». Elle n'autorise pas la conjonction avec le P.C. ni avec la C.G.T.

Tu n'es pas ainsi autorisé à dire que la décision fédérale de participation s'appuie sur une décision du congrès confédéral.

Nous regrettons donc que tu aies écrit cela, car tes camarades peuvent être, à la lecture de ton texte, fondés à penser que le Bureau confédéral qui, si tu avais raison, se déroberait aux décisions du congrès, s'est placé en état de forfaiture.

J'entends bien que « in fine » ton communiqué récuse toute intervention politique dans la manifestation du 19. Ignorerais-tu les liens qui unissent C.G.T. et P.C. et le fait que Mauvais a déclaré ne vouloir engager la C.G.T. à décider l'arrêt du travail que si les politiques en étaient d'accord ? En fait, il a voulu avis, autorisation et appui du P.C. »

Maurice Labi a répondu notamment, le 16 décembre :

« Pour ce qui concerne la Confédération, en l'occurrence le Bureau confédéral, qu'a-t-elle fait pour imposer la paix et pour combattre l'O.A.S. alors que le congrès lui assignait des tâches immédiates ? Rien, si nous en jugeons par les informations que le Bureau confédéral a fait parvenir aux organisations confédérées depuis la fin du congrès jusqu'à ce jour.

Y a-t-il eu, comme tu en exprimes

l'idée, forfaiture de votre part ? Nous croyons, plus simplement, que vous n'avez pas utilisé l'arme mise à votre disposition par le congrès pour coller et faire front à une réalité toujours plus brutale et qui porte en elle des germes de plus en plus explosifs. Nous croyons que, une fois de plus, le Bureau confédéral a gardé le pied sur le frein alors qu'un véhicule normalement constitué doit avoir un moteur qui sache fonctionner chaque fois qu'il est nécessaire.

Le Parti Communiste n'est pas responsable de la guerre d'Algérie et de l'existence de l'O.A.S. et ce sont elles, l'une par l'autre, qui menacent la France et notre vie dans leur fondation même. C'est donc à la guerre et à l'O.A.S. qu'il faut nous attaquer pour les vaincre. Je ne vois pas de quel droit et par quel moyen tu pourras empêcher qui le désire de se battre aussi contre la guerre et le fascisme qui nous menacent.

Nous mettons en garde le Bureau confédéral sur les conséquences dramatiques d'une politique tendant à isoler une partie de la classe ouvrière, représentée par la C.G.T., de la lutte qui est la nôtre... En voulant isoler les autres, craignons de nous retrouver seuls, d'être débordés et peut-être emportés par les lames qui peuvent surgir, affaiblissant ainsi davantage les positions de notre syndicalisme.

Du reste, ce que le Bureau confédéral a entrepris en février 1960 et en avril 1961, ne pouvait-il le faire en décembre ? C'est cette politique que notre congrès a décidée et que notre fédération appliquera ».

La lettre de M. Labi pose le problème d'une action effective et non pas

seulement verbale pour la paix et contre l'O.A.S. — action qui ne peut être menée que conjointement avec la C.G.T.

L'anticommunisme systématique des dirigeants de Force Ouvrière, s'il n'est pas dicté par un parti, n'en constitue pas moins une politique.

Seul importe le danger communiste

Pour eux, le danger fasciste né de la guerre d'Algérie n'existe pas. C'est ce que déclarait R. Bothereau au printemps 58 à Daniel Mayer venu l'entretenir de cette question en tant que président de la Ligue des Droits de l'Homme. Tout au moins, le danger fasciste ne deviendrait sérieux qu'en cas de révolution, ou plus exactement de provocation communiste.

On retrouve là une analyse semblable à celle que fait Guy Mollet. Il ne faut donc mener aucune action commune avec les communistes. Il ne faut même prendre aucune initiative à laquelle ils pourraient s'associer. On affaiblit ainsi ses positions propres par rapport à celles des communistes, on s'isole et on aboutit à un immobilisme total.

La passivité de la gauche démocratique, son refus de l'action commune avec le P.C. — favorisée par le sectarisme de celui-ci — ont-ils jamais fait reculer le fascisme ? L'expérience historique — en particulier celle de la République de Weimar — prouve le contraire.

M. Missoffe et les bouchers

La proie pour l'ombre

La comédie de novembre avait recommencé : même « action », mêmes protagonistes, même dénouement pensait-on : M. Missoffe abandonnerait la taxation et Drugbert la grève des achats...

Mais l'entêtement des bouchers parisiens a failli compromettre le scénario.

Reprenons tout d'abord la pièce à ses débuts.

Le premier acte a commencé avec la hausse du bœuf pendant trois semaines consécutives en décembre qui a conduit « le ministre des consommateurs » à prendre un nouvel arrêté de taxation. Les bouchers n'ont pas admis le procédé : ils ont décidé de faire la grève des achats à la veille de Noël. Le bœuf se faisant de plus en plus rare dans les boutiques, la demande s'est portée sur les viandes de substitution, en premier lieu le mouton et le veau dont les prix ont commencé à monter rapidement. Le tableau suivant retrace l'évolution des cours ces deux derniers mois :

	VEAU		MOUTON	
	3 ^e catégorie	Extra	3 ^e catégorie	Extra
Moyenne novembre	4,45	6,88	5,50	8,80
Début décembre ..	4,45	6,88	—	9,10
27 décembre	5,40	8,00	—	9,80

Pour enrayer cette hausse, le gouvernement avait donc songé à taxer le mouton et le veau, en fixant un barème mobile plafonné sur les cours de la moyenne de novembre, la marge brute des détaillants restant fixée à 1,30 NF par kilo.

On sait que le Comité National des prix consulté sur ce point a repoussé la taxation par 12 voix contre 10. D'après les renseignements que nous avons pu recueillir, les membres du Comité auraient estimé à la quasi-unanimité que la taxation est un procédé inefficace, mais alors que les bouchers, le C.N.P.F. et la Confédération Nationale de l'Elevage (représentant la F.N.S.E.A.) s'opposeraient à ce mécanisme pour des questions de principe économique — et en vertu de leur intérêt bien compris — les syndicats ouvriers (F.O. et C.F.T.C.), tout en souhaitant de profondes réformes de structures, penseraient que la taxation agirait comme une menace incitant les bouchers à

comprimer leurs marges. Ils en donnent pour exemple l'évolution des prix du bifteck depuis le début de novembre. Le bifteck avait atteint son cours le plus haut fin octobre — soit 12,04 NF le 28 octobre. A la suite de la première taxation de 16 novembre il descendait à 10,68 NF. (— 1,36 NF.) pour remonter à 11,44 NF le 17 décembre ; le deuxième arrêté de taxation détermine alors une baisse de 0,39 NF pour la semaine se terminant le 23 décembre.

Par conséquent, bien que les deux arrêtés n'aient été suivis d'aucune sanction, leur existence a suffi à faire baisser les prix — très temporairement, il est vrai. L'attitude des syndicats est donc logique (la C.G.T., absente, n'a pas pris part au vote).

En revanche, la position des agriculteurs mériterait d'être explicitée ; leurs représentants ont donné l'impression de faire confiance aux bouchers, ce qui est en contradiction avec leur attitude précédente aux commissions du Plan. Cette hypothèse est vérifiée par le fait que des contacts ont eu lieu entre la Confédération de la Boucherie et la F.N.S.E.A.

en vue de mettre sur pied un circuit court. Drugbert reproche d'ailleurs à Missoffe de ne pas lui avoir laissé le temps d'organiser ce circuit. Cela est vrai, mais on pourrait tout aussi bien lui rétorquer qu'en dix ans, les bouchers n'ont proposé aucune réforme valable.

Comme par hasard, la Confédération de la Boucherie reprend ses études lorsque le gouvernement brandit la menace de taxation.

C'est alors que se produit le premier coup de théâtre : Drugbert décide de suspendre la grève des achats de bœuf et consulte ses adhérents sur cette décision.

En prélude au meeting de la Mutualité, deux boucheries sont plastiquées pour avoir continué de servir leur clientèle. Action poujadiste, disent les uns. Provocation gouvernementale, répond Poujade.

On s'aperçoit alors de l'existence d'un « Comité de vigilance des bou-



A la Mutualité, les bretelles de M. Drugbert.

(A.D.P.)

chers » noyauté par l'U.D.C.A., les dirigeants du Comité sont mis à Pombré. Drugbert respire, puis transpire dès le début de la réunion de la Mutualité ; accueilli aux cris de « vendu », il renonce à se faire entendre et tout le bureau démissionne. Ramené par ses bretelles en séance, la salle le plébiscite mais, finalement, vote la poursuite de la grève. Les éléments « durs », les poujadistes et leur clan, ont bien manœuvré. Pour sauver la face, Drugbert rappelle opportunément qu'il est président confédéral et que ce qui se passe à l'intérieur de la Fédération de la Seine ne le regarde pas.

Mais le Quai Branly accepte assez mal la chose. Après réunion des membres du cabinet, Missoffe décide de réquisitionner les bouchers. Peu importe que cette décision manque de bases juridiques et qu'elle soit absolument inopérante pour faire cesser la grève des achats ; les responsables du syndicat des bouchers prennent peur, ils pensent que leurs adhérents ne sont pas capables de soutenir l'épreuve de force.

Deuxième coup de théâtre : réuni en petit comité, le bureau parisien décide, tard dans la soirée, la suspension de la grève pour le jeudi 4 : la base reste sans réaction.

L'épreuve de force a été évitée mais le problème a-t-il progressé ?

Certainement pas. Chacun des protagonistes reste sur sa position de départ : le bœuf est taxé mais l'arrêté n'est pas appliqué, Drugbert a évité la taxation du veau et du mouton. On va reparler du circuit court, cette fois-ci avec le concours de la profession, c'est-à-dire que des commissions d'études vont être mises sur pied ; elles se réuniront de temps à autre, puis peu à peu le silence se fera et une fois encore l'immobilisme aura triomphé.

Quel est le jeu de la F.N.S.E.A. dans cette affaire ?

Il semble qu'elle joue, pour le moment, une bien mauvaise carte ; à long terme, elle pourrait bien se trouver perdante. Côté Quai Branly, on n'a pratiquement rien obtenu en deux mois : en fin de compte, Missoffe ne vient-il pas de lâcher une fois de plus la proie pour l'ombre ?

Quant à nous, nous maintenons notre position : l'organisation d'un circuit court de la viande doit être l'œuvre des mouvements populaires en dehors de la profession.

Mais la pièce n'est pas terminée. Nous en sommes à l'entracte. Attendons le troisième acte.

J.-M. CHAUCONNIER.

A Decazeville, une région lutte pour ne pas mourir

Decazeville, calme petite ville qui s'étire au pied des monts du Rouergue le long de sa rue principale, vit aujourd'hui dans la fièvre. Les mineurs se préparent à aborder leur quatrième semaine de grève. Huit cents mineurs demeurent au fond des puits. Au début, ils ne montaient qu'une heure toutes les quarante-huit heures pour la douche. Maintenant ils remontent un peu plus souvent, le visage mangé par une barbe épaisse. Ils lisent avidement les journaux qui parlent de leur grève et commentent parfois les articles avec passion.

CEPENDANT la fièvre a gagné rapidement tout le département de l'Aveyron pour atteindre sans doute son apogée avec la grève générale du 9 janvier. L'ensemble de la population a senti qu'à travers la crise du bassin minier c'est tout son avenir qui est en jeu. Spontanément, elle a organisé la solidarité pour les mineurs. Des collectes sont faites dans tous les milieux, les commerçants affichent des baisses sur les produits alimentaires, les agriculteurs donnent du lait pour les enfants des grévistes. Les femmes ont défilé dans les rues de Rodez. Les jeunes ont formé un comité d'action. Plusieurs d'entre eux ont fait la grève de la faim et des fils de mineurs instruits apportent leur contribution au mouvement. J'ai eu un tract des jeunes qui cite l'article de Gilbert Mathieu dans « Le Monde » soulignant la nécessité d'implanter dans la région de véritables industries permettant de sauvegarder le plein-emploi et le niveau de vie de ses habitants. Les maires du département ont démissionné, souhaitant d'être imités à leur tour par les conseillers généraux et par les parlementaires (ce qui, pour ces derniers, paraît plus difficile). Les autorités religieuses se sont également montrées favorables aux revendications des mineurs.

Mais l'affaire dépasse de loin les limites du département de l'Aveyron. Sur le plan de la corporation minière, les dons en argent et les visites de délégations d'autres régions se succèdent. Les mineurs des bassins de Centre-Midi ont fait une grève de solidarité de vingt-quatre heures le 6 janvier ; ils ont été imités le 8 par leurs camarades du bassin de Provence.

On peut voir affichés à l'entrée du siège du comité intersyndical des télégrammes de sympathie qui viennent de tous les coins de France. Par exemple, les maires du Puy-de-Dôme ont fait parvenir le texte d'un vœu de solidarité qui fait état de leurs préoccupations concernant l'avenir des mines de leur propre département.

Préparer l'avenir

Au sujet du bassin de Decazeville, notre camarade Rouquette, maire de cette ville, nous faisait part des inquiétudes que lui exprimaient depuis longtemps ses concitoyens. C'est que le nombre des travailleurs employés à la mine qui dépassaient le chiffre de 5.000 en 1945 était tombé à 2.200 en décembre 1961. Ce résultat avait été obtenu par le départ des mineurs atteignant l'âge de la retraite et par l'arrêt de l'embauche.

Cependant une erreur psychologique a été commise lorsqu'on a annoncé brutalement que l'exploitation allait devoir être abandonnée. « Des aménagements au plan charbonnier sont possibles, nous dit Rouquette. La production prévue pour 1962 n'est-elle pas de 580.000 tonnes, chiffre inférieur à la production actuelle de 650.000 tonnes, mais supérieure au chiffre de 400.000 tonnes, mis en avant par le comité intersyndical ? La centrale de Penchot, proche de Decazeville, fonctionne actuellement à la moitié de sa capacité, c'est-à-dire qu'elle consomme environ 150.000 tonnes de charbon par an. Elle ne constitue qu'une source d'appoint aux barrages hydro-électriques en cas de faible pluviosité. Ne pourrait-on l'utiliser selon sa capacité réelle ? Le transport du courant ainsi produit ne devrait pas poser de problèmes insurmontables. »

Par ailleurs, Rouquette souligne que l'infrastructure d'une expansion économique existe dans le bassin : « Il y a une main-d'œuvre qualifiée. En

de notre envoyé spécial Maurice Combes



Quatrième semaine de grève. Ils descendent reprendre leur tour de garde.

dépôt des difficultés que nous rencontrons sur le plan de l'équipement scolaire, il existe un lycée technique et un collège technique à Decazeville, un collège technique à Aubin. Par ailleurs, nous avons développé la construction. A Decazeville, il y a 500 logements H.L.M. Enfin, la région n'est pas dépourvue de routes et de lignes de chemin de fer qu'on pourrait améliorer. »

Il convient de noter, en ce qui concerne ce dernier point, que la dépréciation des tarifs marchandises à laquelle vient de procéder la S.N.C.F., et qui tend à rapprocher le coût du transport de son prix de revient, se traduit par une augmentation des tarifs à l'arrivée et au départ de Decazeville, ce qui ne constitue pas un élément favorable à la mise en valeur du bassin.

De son côté, un ingénieur des Houillères d'Aquitaine nous indiquait que les conditions d'exploitation du bassin font que le rendement moyen de l'extraction est bon. Cependant, « il s'agit d'un charbon gras flamboyant et gazeux. Or, en ce qui concerne le gaz, il y a la concurrence du gaz de Lacq. Pour ce qui est du chauffage, il y a celle du fuel. Par ailleurs, le charbon de Decazeville renferme 40 % de pierraille. » Selon notre interlocuteur, il est trop tard pour édifier un complexe carbochimique. En 1975, le gisement sera épuisé. Il faut remarquer toutefois que l'abandon de la mine souterraine, jugée non rentable, ne permettra pas, s'il s'effectue comme prévu en 1965, d'amortir les dépenses d'équipement, les indemnités aux propriétaires des terrains, etc.

Notre camarade Andrieu, secrétaire de l'Union locale C.F.T.C., nous explique calmement l'origine du conflit. « Des mineurs, qui avaient suivi pendant six mois des cours de formation professionnelle accélérée, étaient invités à prendre les congés auxquels ils avaient droit. Ils seraient reclassés l'année prochaine. Brusquement, huit lettres de licenciement arrivent. Les mineurs visés sont affectés dans une usine de la région. Le climat de lutte avait été créé par la fermeture de la cockerie, consécutive à l'arrivée du gaz de Lacq, qui s'était accompagnée d'une manifestation groupant fin novembre 8.000 personnes. Ce fut le refus concerté des mineurs et l'explosion. La grève commença le 19 décembre. »

Andrieu nous fait part de l'état d'esprit des mineurs : « Les plus âgés ne veulent pas quitter la mine à laquelle ils demeurent attachés par toutes les fibres de leur être. Les jeunes souhaitent avant tout apprendre un métier et trouver des conditions de salaires et d'emploi honorables. Les autres habitants du bassin veulent des industries qui contribuent à les faire vivre tous. »

Il faut considérer toutefois qu'outre la perte des avantages particuliers, les mineurs reclassés jusqu'ici ne retrouvent généralement pas des salai-

res comparables à ceux qu'ils gagnaient aux Houillères. Et il y a ceux qui ont emprunté pour faire construire, qui ont leur fils au collège. On comprend leur mécontentement.

« Il faut, ajoute Andrieu, répondre à ce mécontentement par les mesures immédiates. Il faut d'autre part faire un effort sérieux d'expansion économique dans la région. »

Grève le 9 pour tout le département

Le 6 janvier, se tenait à Rodez une réunion consacrée au conflit minier groupant l'ensemble des syndicats, ouvriers, enseignants, paysans, les représentants de la Chambre de Commerce et de la Chambre d'Agriculture, les partis politiques : P.C., S.F.I.O., P.S.U., M.R.P., Indépendants — seule l'U.N.R. n'était pas représentée. Les dirigeants de la Fédération des exploitants agricoles et le P.S.U. demandèrent que le problème soit posé sur le plan régional, le sous-développement économique sévissant dans plusieurs départements du Sud-Ouest. Un certain nombre de notables s'opposèrent à cet élargissement et démissionnèrent « le danger de politisation ».

Les représentants des partis traditionnels demeurèrent muets. Quant à la C.G.T., il convient de remarquer à ce sujet qu'elle n'est plus contre toute reconversion mais que les dirigeants communistes de cette organisation déclarent volontiers : « Tout ça, c'est la conséquence du Marché commun et de la C.E.C.A. » Ils acceptent toutefois de ne pas défendre officiellement ce point de vue afin de ne pas mettre en danger l'unité du front intersyndical.

Finalement, les organisations présentes ont décidé d'inviter la population de l'Aveyron à suspendre toute activité le mardi 9 janvier. C'était l'entrée dans la lutte ouverte de l'ensemble du département.

Le lendemain 7 janvier, les quatorze fédérations d'exploitations agricoles du Sud-Ouest, réunies à Cahors, sous la présidence de Marcel Bruel, confirmaient la position prise la veille par les exploitants de l'Aveyron, déclarant leur résolution : « En ce qui concerne la crise économique et ses conséquences, les agriculteurs du Sud-Ouest s'affirment solidaires dans la lutte que mène actuellement l'ensemble de la population aveyronnaise, de même qu'ils manifesteront cette solidarité en d'autres lieux, dans les mêmes conditions. Ils poursuivront leur action pour obtenir, en faveur de ces régions, des avantages substantiels semblables à ceux dont bénéficient d'autres régions françaises en cours d'aménagement. »

LE P.S.U. dans la lutte

Le 7 janvier, à Rodez, Serge Mallet et moi avons participé à une réunion du Bureau fédéral du P.S.U. où

étaient représentées les sections du département, en particulier celle de Decazeville par le camarade Joliff. Un échange de vues a eu lieu sur l'action de soutien au mouvement des mineurs mené jusqu'ici par les camarades du parti et sur les perspectives offertes par la grève. Les mineurs doivent être considérés comme les troupes de choc dans une action d'ensemble visant à réagir contre le sous-développement régional.

Il est hors de doute par ailleurs que le maintien de la mine à un certain niveau d'activité, qui pourrait résulter de l'utilisation du charbon dans des centrales thermiques risque d'être rendue difficile par le coût de l'électricité thermique par rapport à celle produite par les barrages du Massif Central. Il ne saurait être question d'autre part de se contenter d'un saupoudrage de petites industries attirées par des primes élevées et qui n'ont d'autre but que d'utiliser une main-d'œuvre à bon marché. Cette politique des Indépendants, comme M. Boscary-Monservin, ne saurait être la nôtre. Il faut créer des industries garantissant la stabilité de l'emploi et des salaires élevés, ce qui ne peut se faire que dans un cadre régional élargi à plusieurs départements, et avec le concours d'une société régionale d'investissements.

Sur le plan de l'Aveyron, la fédération du P.S.U. étudiera le problème avec le maire de Decazeville et les syndicalistes ouvriers et paysans qui ont des préoccupations proches des nôtres. Elle confrontera ses vues avec celles des autres fédérations du Sud-Ouest.

A l'issue de la réunion, la résolution suivante a été adoptée et transmise à la presse régionale :

« Le bureau fédéral du Parti Socialiste Unifié, réuni à Rodez le 7 janvier 1962, en présence de deux membres du Comité Politique National, appelle la population de l'Aveyron à apporter tout son appui à la manifestation départementale du 9 janvier. »

Il se félicite de l'union réalisée entre les organisations syndicales ouvrières, paysannes, enseignantes et de l'appui apporté au mouvement par l'ensemble de la population.

La lutte des mineurs met en évidence l'incapacité du gouvernement, comme des gouvernements qui l'ont précédé, à promouvoir une véritable politique d'expansion régionale permettant d'assurer le plein emploi des travailleurs et l'utilisation des ressources locales.

La population de l'Aveyron constate l'insuffisance des mesures de reconversion basées sur l'initiative privée, sur la recherche de profit à court terme qui n'apportent aucune réponse au problème du sous-développement régional.

Dans ces conditions, le P.S.U. s'élève contre le refus du gouvernement d'engager le dialogue avec les mineurs, de tenir compte de leurs revendications et d'assurer l'effort d'investissement nécessaire à l'essor économique de la région. »

A l'heure où j'écris, au seuil de la quatrième semaine de grève, on peut se demander si un compromis interviendra prochainement sur la question de la retraite proportionnelle et la Sécurité sociale minière. S'il n'en allait pas ainsi, si le gouvernement maintient son intransigeance, le risque d'explosion violente deviendrait grand, ainsi que le soulignait Rouquette, évoquant les mineurs « remontant du puits, le pic à la main ».

En tout état de cause, ce mouvement devrait contribuer à susciter un effort d'expansion économique dans l'Aveyron et les autres départements du Sud-Ouest en difficulté.

Sur la proposition du groupe P.S.U. l'association des maires du Puy-de-Dôme a voté un vœu de solidarité aux mineurs de Decazeville, aux maires et organisations politiques et syndicales de l'Aveyron. Ce texte ajoute :

« Le problème se posant pour les bassins miniers de Brassac et de Saint-Eloi, les maires du Puy-de-Dôme s'engagent à démissionner si une solution d'ensemble n'est pas trouvée au problème des régions sous-développées ou déshéritées économiquement, techniquement et socialement, tant du point de vue agricole qu'industriel. »

Trente ans de dictature

Personne n'a oublié l'aventure de la Santa-Maria et l'appel du capitaine Galvao ; l'attention du monde a été encore récemment attirée sur le régime politique portugais par la répression sanglante du gouvernement Salazar en Angola et les événements de Goa. La vie politique de ce petit pays ensoleillé et accueillant de 88.829 km² qu'est le Portugal ne laisse donc pas indifférent l'opinion internationale.

Tentons de brosser un tableau politique et économique de ce pays (auquel les « élections » qui s'y sont déroulées le 12 novembre 1961 n'ont évidemment apporté rien de bien nouveau !).

Comment un professeur d'économie politique devient dictateur

A PRES l'assassinat, en 1908, de Louis I^{er} et Charles I^{er}, puis le court règne de Manuel II (1908-1910), la république fut proclamée le 5 octobre 1910.

Le Portugal connut la république de 1910 à 1926. Cette période fut caractérisée par une succession invraisemblable de coups d'Etat, de soulèvements populaires et d'insurrections monarchistes. Malgré la bonne volonté de certains hommes de réelle valeur, le régime républicain s'effondra peu à peu dans l'anarchie : la division et l'absence de réalisme des républicains d'une part, le manque d'éducation populaire d'autre part, enfin le marasme économique et social qui en résulta, furent les causes principales du pourrissement du régime. Face à la crise économique, le pouvoir était faible et sans initiative. Face aux agitations politiques des opposants, le gouvernement républicain restait sans réactions ; les écoliers étaient perpétuellement « en congé d'insurrection ».

Ce désordre, ces divisions et ces impuissances provoquèrent un soulèvement de l'armée en 1926, qui aboutit à la prise du pouvoir par un triumvirat composé des généraux Gómes Da Costa et Carmona et de l'amiral Cabecadas. Les militaires, à peine installés dans leurs fonctions, sont épouvantés par le vide de la caisse publique. « Il nous faut un bon ministre des finances ! » constatent les nouveaux chefs. C'est alors qu'ils songent à appeler Salazar dont on dit à ce moment-là qu'il n'est pas un politicien, mais un simple technicien des finances publiques.

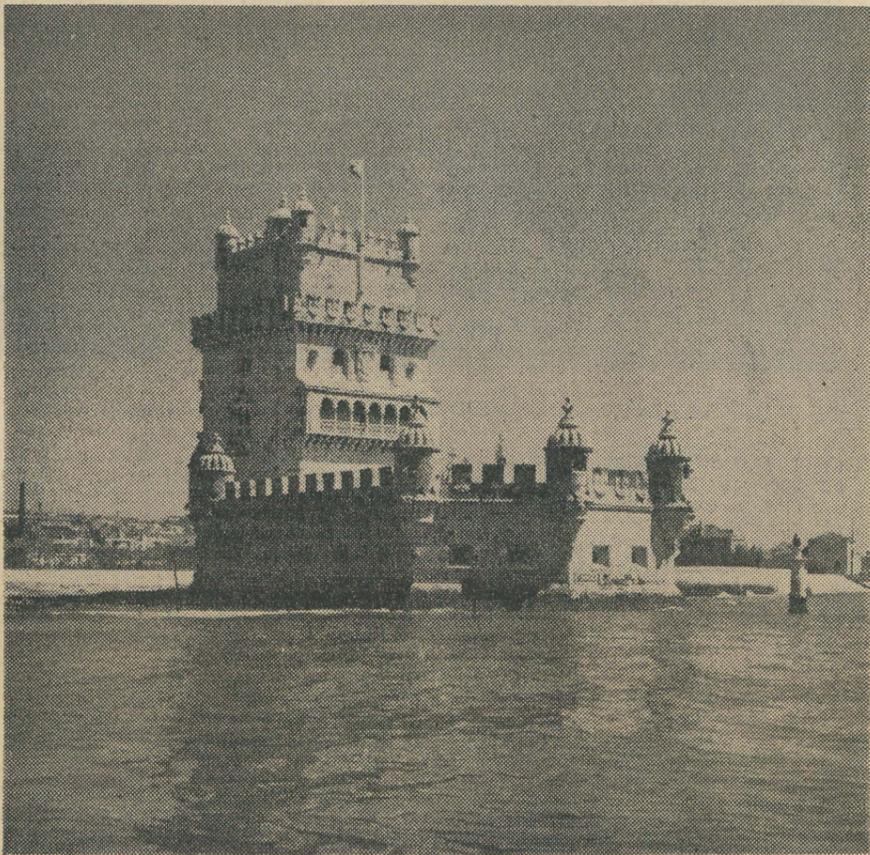
Antonio de Oliveira Salazar est originaire d'une famille paysanne. Il avait d'abord entrepris des études au séminaire de Viseu pour devenir prêtre. Il renonce en 1910 au sacerdoce et c'est à la célèbre université de Coimbra qu'il termine ses études. Curieuse coïncidence : à la même époque, en Autriche, un autre futur homme d'Etat dépouille, lui aussi, la robe de séminariste pour les mêmes raisons : il s'agit de Dollfuss. Celui-ci deviendra chancelier de l'Autriche en même temps que Salazar deviendra chef du Portugal ! Dès qu'il est inscrit



SALAZAR
Du séminaire à la dictature

à l'Université de Coimbra, Salazar participe aux activités du Comité d'action catholique de l'Université. Lorsqu'il est devenu lui-même professeur d'économie politique à Coimbra, il écrit de nombreux articles reflétant le point de vue des milieux d'affaires dans le journal du clergé, *Novidades* : Salazar assurait ainsi la jonction entre l'Eglise et le patronat.

A cette double investiture de l'Eglise et du patronat, s'ajoutera celle de l'armée en 1926 : la réputation d'intransigeance et d'énergie de Salazar plaisait aux chefs militaires. Il n'a accepté aucune fonction officielle jusqu'à ce que l'armée, conseillée par l'Eglise et le patronat, lui offre le portefeuille des Finances. Et voilà



(Office Portugais du Tourisme)
Le Portugal touristique (La Tour Belem, à Lisbonne)...

près de trente ans que Salazar, devenu Président du Conseil en titre le 5 juillet 1932, est au pouvoir.

Quel homme est Salazar ? Quel régime a-t-il institué ? Quelles forces le combattent ? Telles sont les principales questions qu'il convient d'examiner et que des conversations approfondies avec les principaux leaders de l'opposition et quelques dirigeants du régime m'ont permis de résoudre en partie.

L'homme presque invisible

Salazar ne ressemble pas aux traditionnels dictateurs fascistes. Beaucoup de Portugais ne l'ont encore jamais vu : il déteste prendre la parole en public, il n'aime pas les grandes parades militaires et les manifestations publiques ; le contact des foules lui est presque insupportable. Contrairement à son collègue et complice Franco, qui a fait élever de nombreux monuments à sa gloire et notamment la colossale basilique de Los Caidos, aucun monument n'est dédié à Salazar et peu de rues portent son nom.

Il mène une vie assez austère : l'on ne connaît plus d'autres femmes dans sa vie depuis que la main de la fille du riche propriétaire dont ses parents exploitaient le domaine lui fut refusée alors qu'il était encore tout jeune professeur ; sa gouvernante Dona Maria lui confectionne les petits plats dont il est gourmand et exerce sur ses loisirs une grande autorité ; sa distinction est un peu surannée : il porte toujours des bottines, des gants, un parapluie et un chapeau noirs ; à sa table de travail l'attendent toujours une chancelière et un plaid ; on lui prête aussi quelque avare et les Portugais rivalisent de « piadas » (bonnes histoires) sur les travers et les manies du dictateur.

Un régime d'oppression

Si, à première vue, le régime politique portugais semble moins brutal et moins policier que le régime espagnol, ce n'est qu'une apparence : il est, en vérité, aussi sévère et aussi autocratique.

La Constitution de 1933, quoique légèrement modifiée à plusieurs reprises et notamment en 1958, est encore en vigueur : le Portugal est toujours « une république » avec un « Président de la République » « élu »

ficiera d'aucun droit pendant la période électorale ! C'est bien d'ailleurs ce qui se passa puisque la plupart des leaders de l'opposition, et notamment l'avocat Vicente, le chef du Front Commun de la gauche, furent incarcérés et beaucoup de militants ont été torturés !

Examinons d'un peu plus près les trois forces principales sur lesquelles s'appuie le régime de Salazar.

En premier lieu l'armée et la police : Salazar est redevable à l'armée de l'avoir appelé au pouvoir ; inversement, l'armée est trop engagée pour se permettre une volte-face ; le sort de l'armée et celui de Salazar sont intimement liés. La police, quant à elle, est un instrument docile qui n'hésite pas à recourir à la torture. Arrestations arbitraires et sévices sont des événements quotidiens, mais en général ignorés de l'opinion publique, dont le niveau intellectuel est particulièrement bas, cela d'autant plus que les journaux sont émasculés et la radio bêtifiante.

L'autre force importante qui soutient Salazar est l'Eglise : bien sûr, tout ne va pas toujours très bien entre Salazar et elle. Une violente querelle opposa, par exemple en 1958, le chef du gouvernement à l'évêque de Porto, celui-ci ayant professé, dans une lettre pastorale, que le régime ne pouvait exiger de l'Eglise un soutien inconditionnel. Le Saint-Siège, pour faire plaisir à Salazar, a installé l'évêque de Porto à Rome dans une des commissions préparatoires du Concile œcuménique !

Salazar doit tenir compte aussi du vieux fond anticlérical, voltairien même, d'une bonne partie de ce pays où le marquis de Pombal a fait école ; c'est pourquoi d'ailleurs la pression de l'Eglise est moins forte au Portugal qu'en Espagne.

Une économie retardataire aux mains de quelques privilégiés

La troisième force qui donna son investiture au régime Salazar est constituée par les milieux capitalistes tant industriels qu'agricoles.

Sur le plan industriel, commercial et bancaire, on assiste à la concentration de toute l'activité au profit de quelques grandes sociétés privées. D'une part, il y a très peu d'investissements gouvernementaux, d'autre part, une politique de l'argent cher ne permet pas aux petites entreprises de survivre. Le prototype même de ces trusts est le C.U.F. qui monopolise toute la sidérurgie, la majeure partie des chantiers navals et une part très importante du commerce d'exportation et des activités coloniales.

Le résultat de cette mainmise de quelques monopoles sur l'activité du pays et de la faiblesse des investissements sociaux (enseignement, hôpitaux, etc.) est la lenteur du développement de l'infrastructure de base. Théoriquement, l'équilibre budgétaire, l'excédent de la balance des comptes, l'importance de la réserve or (l'escudo est une des monnaies les plus fortes du monde) et la faiblesse de la circulation fiduciaire devraient être des facteurs de la stabilité des prix ; mais l'insuffisance de la production, les prix pratiqués en toute liberté par les monopoles, l'existence d'un nombre assez important d'intermédiaires sont au contraire des facteurs de hausse du niveau général des prix ; l'économie portugaise cumule curieusement les inconvénients de la récession et ceux de la hausse des prix.

Dans ces conditions, le niveau de vie des Portugais reste un des plus bas du monde ; les salaires suivent péniblement, même en ville, la montée des prix ; le revenu annuel moyen se situe aux environs de 100.000 anciens francs ! Sans se soucier de l'effroyable misère populaire, les capitalistes mènent une vie fastueuse, les ministres et hauts fonctionnaires n'hésitent pas de temps à autre à puiser dans les caisses de l'Etat !

Sur le plan agraire, deux types de structure s'opposent, un peu comme en Espagne.

pour 7 ans au « suffrage universel » — les femmes toutefois n'ayant le droit de vote que si elles sont chefs de famille ou d'entreprise. En fait, le Président de la République est nommé par Salazar avec l'accord de l'armée ; en 1958, le général Delgado, qui s'est récemment illustré dans l'affaire de la Santa Maria, fit acte de candidature ; il obtint un nombre assez important de voix, mais les truquages ne permirent pas d'en connaître le chiffre exact. Delgado s'enfuit alors au Brésil et apporta son appui à l'entreprise du capitaine Galvao.

La Constitution de 1933 institue aussi une « assemblée nationale » : en fait, les candidats de l'opposition se retirent avant le jour du scrutin sous la pression des menaces ; quand ils persistent à se présenter, ou bien ils sont arrêtés, ou, si par miracle ils ne sont pas emprisonnés, ils ne sont, bien entendu, pas élus.

Voici par exemple en quels termes M. De Oliveira, ministre d'Etat, a précisé les conditions dans lesquelles devaient se dérouler les élections législatives du 12 novembre dernier :

« La radio et la télévision d'Etat ne seront pas mises à la disposition des partis, mais les réseaux privés leur restent ouverts tout en étant soumis à la censure ! Le gouvernement n'interviendra pas dans la campagne électorale, mais fera son possible pour empêcher l'emploi de moyens de propagande qu'il jugerait blâmables ! Le gouvernement défendra fermement l'ordre et la paix publique et empêchera par des moyens appropriés que les organisations communistes ou apparentées ne troublent l'ordre public ! »

Pudique et hypocrite façon d'exprimer le fait que l'opposition ne béné-

ure au Portugal

— Dans le nord, prédomine la petite propriété, dans bien des cas trop morcelée ; cette exigüité excessive des propriétés, même si elle semble apparemment justifiée par l'existence d'un relief montagneux et d'un terrain accidenté qui rendent difficile la mise en œuvre de moyens mécaniques, est certainement contraire à toute forme de modernisation de l'exploitation de la terre (travaux d'irrigation, etc.).

— Au sud, le régime agraire est le grand domaine féodal, le *latifundio*, comme c'est le cas dans la plupart des pays de l'Amérique latine (les fazendas au Brésil, par exemple).

En général, ces grands domaines utilisent des travailleurs journaliers dont l'emploi dépend presque chaque jour du bon vouloir du maître du domaine, sauf à la période des moissons où le plein emploi est à peu près réalisé. Le grand propriétaire, quant à lui, cultive juste ce qu'il lui faut pour s'assurer des revenus confortables ; il se refuse donc à améliorer les rendements et à entreprendre les travaux nécessaires à l'amélioration de la terre. On assiste ainsi à une sous-exploitation des propriétés, le grand propriétaire absentéiste se contentant généralement de maintenir la production de son domaine à un niveau tel qu'elle lui garantisse une certaine fortune ; peu lui importe que les travailleurs soient sans emploi et que la production nationale soit insuffisante. Ces grands féodaux sont de fervents soutiens du régime.

Ainsi, tant sur le plan agraire que sur le plan industriel, une ploutocratie concentre le pouvoir économique entre ses mains. Il en résulte une misère assez généralisée que supportent de plus en plus difficilement les salariés, mais dont s'accommodent assez généralement les fonctionnaires (surtout les hauts fonctionnaires) qui, comme en Espagne et dans certains pays de l'Amérique latine, ont le droit de cumuler un emploi public et une activité privée. L'ensemble des activités est encadré par une organisation de type corporatiste. La plupart des institutions sociales sont d'ailleurs tout à fait archaïques : les caisses de prévoyance, par exemple, fonctionnent selon une méthode paternaliste plutôt ahurissante à notre époque, l'Etat convertissant pour l'essentiel en achat d'immeubles les cotisations des employeurs et des travailleurs pour ne leur distribuer que les intérêts.

Répression en Afrique

L'oppression et la misère ne sont pas seulement le régime de l'intérieur du Portugal : elles règnent aussi dans les colonies portugaises ; ce n'est d'ailleurs pas ce qu'estime le gouvernement français, puisque, lors du vote du Conseil de sécurité de l'O.N.U. invitant le Portugal à cesser les mesures de répression en Angola, la France s'est abstenue !

Certes, les Portugais sont installés en Angola depuis 500 ans et affirmement s'y être comportés en missionnaires plutôt qu'en colons ; bien sûr les souverains portugais ont de toute ancienneté préconisé le mélange des Noirs et des Blancs dans les territoires d'outre-mer ; bien sûr aussi il y a eu d'importantes réalisations telles que la construction du barrage de Cambambe sur le fleuve Cuanza, ou celle de la plus longue voie ferrée d'Afrique reliant l'Angola au Mozambique. Il est évident aussi que l'économie portugaise est handicapée par la charge assez importante que représente la gestion des territoires d'outre-mer ; mais de très nombreuses erreurs, pour ne pas parler de crimes, ont été commises dans ces territoires. Le gouvernement portugais n'a à aucun moment abandonné les méthodes de colonisation du XVI^e siècle : il continue à confier pratiquement la gestion de ses colonies à quelques compagnies privées qui, pour maintenir leurs privilèges, ont eu recours à des techniques d'exploitation et de répression absolument inhumaines.

L'inévitable échec de Salazar en Angola et dans les autres possessions portugaises (ex. : Goa) sera certainement une des causes essentielles de sa chute.

Divers types d'opposition

Face à la répression tant intérieure qu'extérieure, quelle est l'attitude des forces d'opposition ?

L'opposition portugaise est assez différente de l'opposition espagnole : l'opposition portugaise est beaucoup moins divisée que l'opposition espagnole, mais elle me semble moins dynamique. L'évêque de Porto a tenté, il y a plusieurs années, d'organiser un groupement chrétien démocrate mais son départ du Portugal a ralenti l'activité de ce groupe bien que quelques prêtres dévoués aient essayé d'assurer sa succession. Le parti communiste semble assez dynamique et diffuse plusieurs journaux (bien entendu clandestinement). Salazar paraît ne pas trop s'inquiéter de l'activité que déploient les communistes dans son pays ; il leur a d'ailleurs exprimé dans un mémorable discours son mépris : « Nous devrions presque avoir pitié des communistes : on leur a ordonné d'être germanophiles au début de la guerre et ils l'ont été ; on leur a ensuite ordonné d'être pour les alliés et ils l'ont été ; on leur a ordonné d'admettre l'indépendance des républiques soviétiques et ils l'ont admise ; on leur a ordonné d'accepter l'absorption de ces mêmes républiques et ils l'ont acceptée. Ils sont colonialistes quand il s'agit de la grandeur de l'Etat socialiste russe et ils sont anticolonialistes quand il s'agit de diminuer leur propre pays. Ne cherchons pas de logique là où il n'y a qu'obéissance... »

En dépit de ce langage d'une apparente sérénité, Salazar sait fort bien que la situation du Portugal ne pourra pas éternellement durer. Les groupements républicains, quant à eux, réunissent essentiellement des intellectuels et des membres des professions libérales ; ils disposent de peu de moyens. Le D.R.I.L. (Directoire révolutionnaire ibérique de libération) essaye de regrouper les activités de l'opposition de l'Espagne et du Portugal, il a peu d'adhérents au Portugal ; la plupart de ses militants, dont les leaders sont le général Delgado et le capitaine Galvao, sont en Amérique latine ou dans certaines possessions portugaises d'Afrique. Le D.R.I.L. a joué un rôle très

important dans l'affaire de la Santa Maria ; les activités de ce groupement inspirent généralement peu de confiance d'autant que pendant fort longtemps Galvao et Delgado ont soutenu le régime Salazar. C'est pourquoi les militants du D.R.I.L. sont souvent considérés comme des aventuriers ; la propagande du gouvernement n'est certainement pas étrangère à cette réputation dont il est fort difficile d'apprécier l'exactitude.

Enfin, un front commun de l'opposition s'est constitué sous la direction de l'avocat Arlindo Vicente, avec lequel j'ai eu plusieurs entretiens extrêmement intéressants ; ce front commun de l'opposition veut se placer sur le plan strictement légal et profiter de la relative « liberté » dont bénéficient les candidats lors des campagnes électorales, pour exposer à l'opinion publique son programme de réforme démocratique.

Evidemment, il n'espère pas avoir d'élus puisque le scrutin est truqué, mais il entend profiter des moyens de propagande qui sont accordés aux candidats ; son objectif est à long terme, car il estime que la restauration de la démocratie ne peut résulter que d'une prise de conscience lente et progressive de l'opinion. La plupart des hommes qui dirigent ce front, et notamment Vicente, me semblent extrêmement courageux, mais assez peu réalistes. J'ai fait remarquer à Vicente qu'en se présentant aux élections, ses camarades apportaient une caution au régime et pouvaient faire croire à l'opinion mondiale et aux Portugais qu'il existait dans ce pays, sinon une démocratie, du moins un embryon de liberté. Je lui ai indiqué aussi qu'il n'était pas très habile de révéler à la police les noms des dirigeants de l'opposition en présentant des candidats qui de toute façon ne seront jamais élus et qui ont une liberté d'expression au cours de la campagne électorale extrêmement réduite et très contrôlée. Mes propos ont été malheureusement confirmés par les faits puisque avant même le début de la campagne électorale pour les élections législatives du 12 novembre dernier, Vicente et la plupart de ses amis ont été arrêtés et sont toujours incarcérés.

Sur le plan de la décolonisation, l'opposition, y compris même certains communistes, manifeste une



Le général DELGADO
Leader de l'opposition. En exil

certaine timidité. L'opinion dans son ensemble acceptera difficilement la perte d'un immense empire ; les descendants de Vasco de Gama pleureront la dislocation (inévitabile du fait des erreurs accumulées) des possessions portugaises (1).

La gauche non communiste (sauf quelques rares éléments) juge nécessaire et indispensable une libéralisation dans les pays d'outre-mer, mais n'admet pas que ces possessions puissent devenir indépendantes ; elle estime que la meilleure façon d'empêcher l'indépendance de ces régions consiste justement à libéraliser le régime politique dans les colonies. En admettant même que Salazar accepte (ce qui est fort peu probable) un assouplissement de sa politique en outre-mer, n'est-il pas déjà trop tard pour appliquer une telle politique ?

Et c'est pourquoi les récentes difficultés rencontrées par l'opposition dans son entreprise courageuse de démystification et d'éducation populaire tendent à prouver qu'une restauration de la démocratie au Portugal résultera essentiellement d'événements extérieurs, tout particulièrement de l'inéluctable échec de Salazar dans les colonies portugaises. L'occupation de Goa par les troupes indiennes a porté un coup sévère (mais certainement pas décisif) au régime dictatorial. Les lourdes dépenses (2) consécutives à la « pacification » en Angola commencent à mécontenter une opinion (pourtant assez nationaliste).

Sans sous-estimer le dynamisme de l'opposition (à laquelle les démocrates français doivent apporter leur appui), l'observateur impartial de la situation portugaise est obligé de constater que la révolution au Portugal sera plus la conséquence de difficultés extérieures que le résultat des efforts de l'opposition. Franco le sait bien, qui apporte son aide à Salazar dans ces moments décisifs, car il est conscient du fait que les deux régimes sont solidaires et que la chute de l'un entraînera très probablement celle de l'autre !

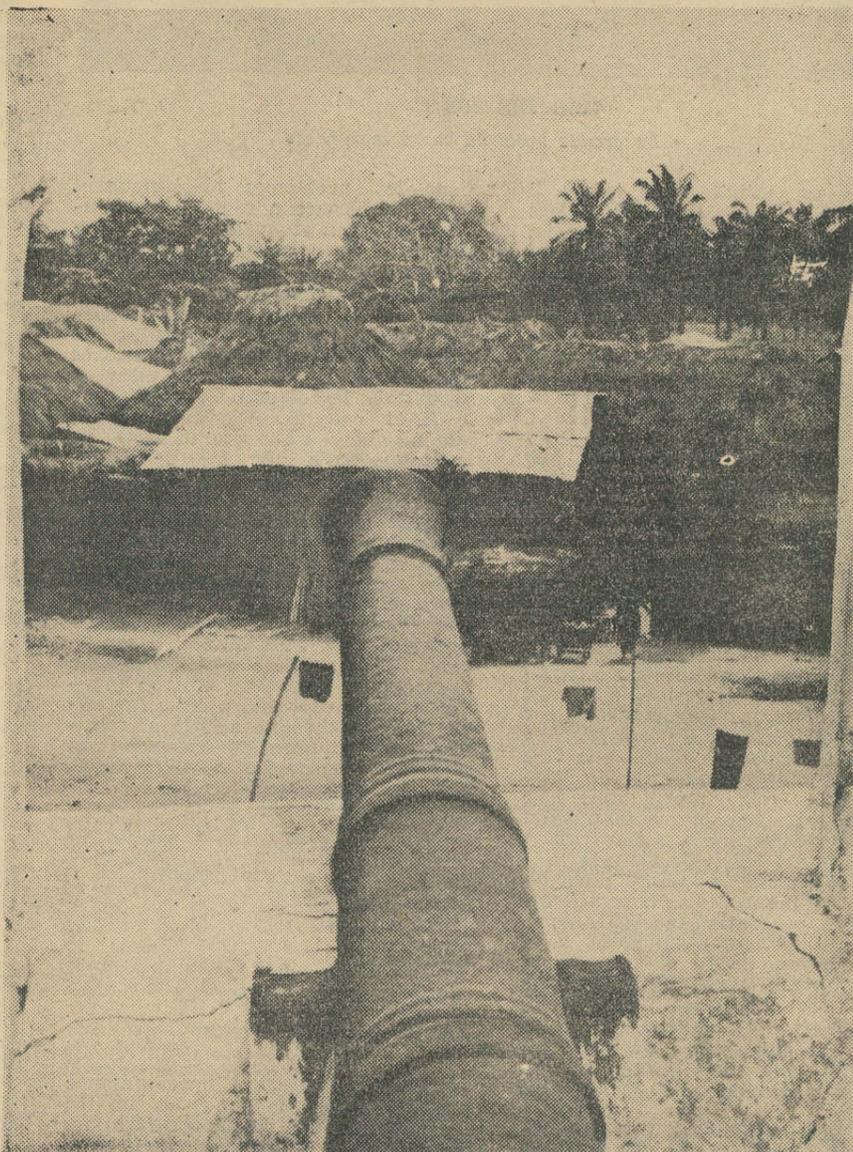
Jack LANG.

1°) Les possessions portugaises sont : les dix îles du Cap Vert (4.000 km², 200.000 habitants, dont l'intérêt essentiel réside dans leur position stratégique). Les petites îles de Sao Tomé et Príncipe ; La Guinée (un tiers du Portugal, 600.000 habitants) ; Macao (incrusté dans la Chine continentale, célèbre pour ses maisons de jeu qui en font le Monaco chinois !) : 16 km², 200.000 habitants. Timor (île que le Portugal partage avec l'Indonésie).

Les deux colonies les plus importantes sont le Mozambique et l'Angola. La possession de ces colonies est certes une source de profits énormes pour les grandes compagnies qui les exploitent, mais très souvent un facteur de dépenses importantes pour l'Etat portugais (surtout depuis la guerre d'Angola), dont le gouvernement portugais — tout comme les gouvernements français l'ont fait pour la guerre d'Algérie — annonce périodiquement le dernier quart d'heure. L'intérêt de la possession de ces territoires tient surtout au prestige qu'ils apportent au Portugal.

La population totale du Portugal et de ses colonies est de 21 millions dont 8 millions seulement habitent la métropole.

2°) Il faut rendre hommage au gouvernement portugais pour la franchise avec laquelle dans bien des cas il n'hésite pas à dévoiler (surtout grâce aux sources de financement auxquelles il recourt) le coût des opérations militaires en Angola (franchise, qui contraste avec l'hypocrisie et les mensonges des gouvernements français depuis sept ans en ce qui concerne la pacification en Algérie).



...et colonialiste. Pointé sur la brousse, le canon du fort d'Adjudá, au Dahomey (détruit l'an dernier par les Portugais lors de leur évacuation).

(Agip)

Contre Khrouchtchev et son "révisionnisme" l'armée chinoise a trouvé un allié puissant :

LES congratulations traditionnelles du Nouvel An ont donné lieu à une nouvelle démonstration du désaccord entre la Chine et l'U.R.S.S.

L'échange de télégrammes entre Khrouchtchev et Mao Tsé-tung a été, pour la première fois, impersonnel. Chacun a glorifié les succès du pays de l'autre ainsi que le parti et le comité central de chacun des deux pays. Tous les deux ont insisté sur la grande amitié qui lie entre eux les deux « grands peuples ». Mais tandis que « K » parlait aussi du XXII^e congrès, Mao mettait en avant l'idée de la solidarité entre tous les pays du « camp socialiste » (y compris donc aussi l'Albanie).

Mao est allé plus loin encore : « Des efforts incessants seront faits pour renforcer l'amitié et l'unité entre les peuples chinois et soviétique, ainsi que la grande unité du camp socialiste. »

Cette façon « élégante » de rappeler que, par son attaque publique contre l'Albanie, au XXII^e congrès, Khrouchtchev a porté atteinte à cette unité, a été aussitôt suivie d'un autre acte beaucoup plus brutal. Le maréchal Lin Piao, ministre de la Défense de la République chinoise, a écrit, dans un message adressé au général Bechir Baliuku, ministre albanais de la Défense, que « l'armée albanaise défend (?) avec fermeté l'avant-poste sud-occidental du camp socialiste. Elle mène une lutte implacable pour la sauvegarde de son unité et la pureté du marxisme-léninisme. » Et il termine : « Que brille à jamais l'amitié combattante (?) des armées chinoise et albanaise unies dans leur lutte commune contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne et pour l'édification du socialisme et la sauvegarde de l'unité du camp socialiste. »

Ce dernier texte dépasse en importance l'échange de messages entre « K » et Mao. Avec une franchise toute militaire, le ministre chinois (qui ne pouvait pas agir sans accord avec son chef) proclame la solidarité de son pays avec l'Albanie dans sa lutte contre l'impérialisme (ce qui va de soi), mais aussi contre le révisionnisme moderne. Or les Albanais dénoncent sous ce dernier vocable les thèses khrouchtchéviennes, tant en politique intérieure qu'extérieure.

Aux égratignures que « K » et Mao se portent réciproquement avec des mots aimables, le maréchal chinois substitue le coup de massue. C'est contre Khrouchtchev que la Chine et l'Albanie agiront ensemble afin de « sauvegarder l'unité du camp socialiste » menacée par le chef soviétique.

Je comprends mal ce que les armées des deux pays ont à faire ici. Personne ne menace l'Albanie. Son armée n'a pas eu à intervenir, ni toute seule, ni au côté de l'armée chinoise. Comment est-ce que « les deux armées » lutteront contre le « révisionnisme moderne » de « K » et pour « la sauvegarde de l'unité socialiste » brisée par l'U.R.S.S. et tous les pays de l'Est européen (qui se sont solidarisés avec le gouvernement soviétique, ont dénoncé le « dogmatisme » et le « sectarisme » de l'Albanie et ont rappelé de Tirana leurs ambassadeurs) ?

Toujours est-il que ce n'est pas la seule manifestation antikhrouchtchéviennes de la Chine.

« K » a déclaré à un journal japonais que le problème primordial était celui de la paix et du désarmement. Au même moment, « Le Drapeau Rouge » de Pékin écrit que « ceux qui font de la question de la guerre et de la paix le premier problème réduisent le rôle que joue, dans la défense de la paix, la lutte des peuples pour leur indépendance contre le colonialisme et l'impérialisme ».

De son côté, un journal soviétique, parlant de l'Albanie, a fait une allusion « à ceux qui la protègent ». C'est la première fois que les Soviétiques mettent directement en cause les communistes chinois, sans toutefois les désigner nommément.

« Le Quotidien du Peuple » de Pékin vient de publier un article où il parle de la lutte contre « tous les révisionnismes ». Il met ainsi les points sur les « i ». Il ne s'agit donc pas seulement du « révisionnisme titiste », mais bien aussi du « révisionnisme khrouchtchévien ».

D'autre part, le journal dénonce nommément l'U.R.S.S. qui espère obtenir vingt années de paix par « des négociations avec les impérialistes ». La polémique devient de plus en plus précise et acerbe.

« l'armée » albanaise !

La déstalinisation dans les pays socialistes

En attendant le développement du conflit qui ébranle le « camp socialiste », la déstalinisation se poursuit dans les pays de l'Est. Kadar a déclaré que ce sont Staline et les staliniens hongrois qui portent les responsabilités de la révolte de Budapest en 1956. Le « culte de la personnalité » et les méthodes terroristes appliquées en Hongrie avaient provoqué l'indignation des travailleurs, ajoutait-il.

En Roumanie, on dénonce nommément les staliniens, parmi lesquels Anna Pauker, décédée il y a quelques années.

En Bulgarie, l'équipe en place est très sévère à l'égard de ses anciens chefs staliniens.

Dans tous ces pays, on critique violemment l'Albanie. A ce sujet, le même Kadar a publié dans « La

Pravda » un article dans lequel il trouve des affinités entre les thèses albanaises et celles de Trotsky en 1927-28. Est-ce que le trotskysme servirait encore une fois pour confondre et « détruire » les « antipartis » ?

Même la Mongolie condamne les communistes albanais. Ainsi, en Asie, au moins deux partis communistes ne se sont pas rangés aux côtés de la Chine : le parti de l'Inde et le parti mongol.

Pour faire comprendre le « nouveau programme »

Mais, à Moscou, on entend un autre son de cloche. A la fin du mois de décembre, Khrouchtchev a fait convoquer à Moscou une conférence

line et ses méthodes terroristes de gouvernement ne devraient pas faire oublier que, malgré eux, le « socialisme » s'est installé en U.R.S.S. et qu'il se développe. Par conséquent, la critique du stalinisme ne doit pas dépasser certaines limites au-delà desquelles commence la révision totale du marxisme-léninisme.

Je ne sais pas si nous pourrions disposer un jour des comptes rendus officiels des débats de cette conférence. Il serait extrêmement intéressant de les lire.

Une chose est dès à présent claire : la déstalinisation que Khrouchtchev a stimulée par ses révélations au XXII^e congrès ne s'arrête pas aux frontières que le chef communiste avait certainement voulu lui tracer d'avance. Elle remettra en question, tôt ou tard, l'idéologie bolcheviste et le régime issu de la longue période du « culte de la personnalité ». Elle posera, tôt ou tard, la question de la liberté de l'homme et du citoyen.

La récolte ne correspond pas aux prévisions

Pendant que cette conférence recherchait la « quadrature du cercle », Khrouchtchev devait poursuivre sa tournée à travers le pays. On l'attendait en Biélorussie, où la situation agricole n'est pas brillante.

Il n'y est pas allé. Est-il resté à Moscou ou est-il parti se reposer dans le Midi ?

Le bruit court qu'il serait souffrant. Il est tout à fait normal qu'il doive se reposer après les très grands efforts qu'il a faits au congrès et tout de suite après, au cours de son voyage de plusieurs semaines à travers les régions agricoles du pays.

Or on vient de connaître les résultats approximatifs de la récolte de 1961. Sans être désastreux, ils sont de beaucoup au-dessous des prévisions des planificateurs et de « K » lui-même. La récolte ne suffira pas pour couvrir les besoins du pays.

C'est un coup dur pour Khrouchtchev. Une fois de plus, il s'est laissé prendre par les statistiques, qui sont toujours truquées en U.R.S.S. Khrouchtchev le sait. Il a dénoncé lui-même les méthodes « criminelles » qui consistent à gonfler les chiffres pour être bien vu des autorités supérieures...

Les résultats connus montrent, d'autre part, qu'en l'an de grâce 1961 et 44^e année du pouvoir soviétique, le rendement par hectare, dans les kolkhozes et sovkhoozes, dépasse à peine celui de la période tsariste, c'est-à-dire avant 1914.

Ces deux constatations sont très graves pour le prestige de « K ». C'est que les prévisions « grandioses » inscrites dans le nouveau programme du parti communiste sont fondées sur les statistiques dont l'inexactitude saute à présent aux yeux.

« L'opposition antiparti » ne profitera-t-elle pas de cette nouvelle crise pour essayer de se débarrasser de « K » ? Quoi qu'il en soit, le premier secrétaire du parti n'a pas encore exclu les staliniens qu'il avait accusés de complicité avec Staline...

De nouvelles mesures répressives contre les paysans

Dans ces conditions, on ne s'étonne pas d'apprendre par l'A.F.P. que l'agence Tass a annoncé un nouveau décret publié le 30 décembre. Aux termes de ce décret, « toute négligence criminelle dans la conservation, l'entretien et l'utilisation des machines agricoles » appartenant aux kolkhozes et aux sovkhoozes sera punie de peines de prison ou de « travaux correctifs » pouvant atteindre un an.

En cas de récidive ou de négligences ayant entraîné des dommages sérieux, ces peines pourront être portées à trois ans.

Dans l'exposé des motifs, il est indiqué que le but du décret est de renforcer la lutte contre le manque d'organisation et la gabegie constante dans ce domaine.

Ces négligences ont été stigmatisées par toute la presse soviétique. Tout commentaire est superflu...

Oreste ROSENFELD.



MAO TSE TUNG

« La grande unité du camp socialiste »

Les intellectuels de Pologne discutent de la liberté

En Pologne, d'une part, le Comité central exige des sanctions contre les communistes albanais, d'autre part, une série d'articles d'intellectuels polonais (savants, écrivains, etc.) ont paru dans la presse hebdomadaire sur la question brûlante de la « liberté » et de ses « limites ». Dans une très intéressante correspondance de Varsovie, Jean Wetz résume, dans « Le Monde », cette importante discussion.

Ainsi un professeur a même pris à partie d'une façon violente « la prétendue liberté de la science dans les limites du marxisme ». Il a affirmé que cette conception aurait amené, durant la période stalinienne, à la condamnation de la théorie de la relativité, de la cybernétique, de l'économétrie et de la sémantique.

Un juriste connu critique « les conceptions arriérées qui auraient depuis trop longtemps limité les recherches sociologiques dans les pays de l'Est ».

Un physicien, Léopold Infeld, a exprimé ainsi les espoirs des intellectuels polonais : « Ce qui importe n'est pas la situation présente ou ses restrictions, mais la direction dans laquelle nous allons. » Il semble ac-

cepter, sous certaines réserves, l'état actuel des choses, mais à condition que « la liberté s'accroisse plutôt qu'elle ne décroisse pour nos enfants ». Ce même professeur affirme que « la concurrence avec l'Ouest, dont parlent tous les dirigeants communistes, doit se régler sur le terrain de la liberté ». La victoire du système socialiste ne sera possible, d'après lui, que par une hausse du standard de vie et « un élargissement simultané de nos libertés ».

C'est là un langage tout nouveau dans les pays de démocratie populaire.

...et fixer les limites idéologiques de la déstalinisation

D'autre part, cette même conférence a été chargée de fixer les limites idéologiques de la déstalinisation. Ainsi que l'a déclaré le rapporteur, Léonide Hytchev, la condamnation de Staline et du stalinisme ne doit pas permettre la mise en cause du régime soviétique. Les crimes de Sta-

Le court-métrage :

Parent pauvre ou film à part entière ?

DANS la production cinématographique, le film de court métrage était, jusqu'à ces derniers temps, le parent pauvre qu'on invite avec le « grand » film pour faire nombre, pour sa durée. Qui se souciait de sa qualité ? Il avait mauvaise réputation : c'était le « documentaire », qu'il fallait, bon gré mal gré, accepter. Son propos faisait bâiller. On lui préférait presque la publicité au teint de jeune fille et aux dents blanches qui donne au spectateur le plus dépourvu l'occasion d'un sourire méprisant, et le sentiment d'appartenir, malgré tout, au peuple-le-plus-spirituel-du-monde. Il est vrai que beaucoup de documentaires étaient insipides. Aujourd'hui encore, on projette avec « L'île nue » une de ces bandes à débiter au mètre qui provoque, fort heureusement, le chahut aux « Ursulines » où les séraphins sont plus rares qu'aux Champs-Élysées (1).

C'est en sifflant la médiocrité, la sottise, le conformisme ou le non-conformisme de bon ton, c'est tout un, que les amateurs avec les directeurs de salle obtiendront les films de leur choix. Pour l'heure, les distributeurs font encore la loi. Ainsi, dans certains programmes en exclusivité, le grand film est assez souvent bon à siffler et c'est le court métrage de qualité qui dédommage le public. Malheureusement, le sort du court métrage est lié à celui du grand film pour lequel toute la publicité est faite ; si le seul film qui importe à l'homme d'affaires à un mauvais succès, le court métrage fait aussi une courte carrière. Il faut ajouter que les critiques qui l'apprécient toujours, négligent assez souvent d'en parler. Pourtant, certains de ces petits films se manifestent avec insolence.

Lorsque, pour la première fois, on passa le « Sang des bêtes », de bons spectateurs, qui venaient savourer une histoire d'amour en digérant leur côtelette, eurent mal au cœur : on les faisait patauger dans le sang et la tripaille avec les tueurs des abattoirs. Les mugissements des bœufs effrayés et les «... blancs moutons » de Charles Trenet, faisaient à la tuerie un fond sonore qui donnait la juste mesure des beaux sentiments de l'homme à l'égard de ses frères inférieurs. Mais la sensibilité s'émousse ; aujourd'hui, on admire avec raison l'art de Georges Franju : il nous donne une vision singulière du monde. Il révèle les horreurs secrètes de

la grande ville et l'aspect inquiétant de ses faubourgs à l'aube.

Dans le domaine du court métrage, la diversité est nombreuse : de la fiction à l'enquête sociale, il témoigne de toutes les manifestations de la vie. Il y a quelques années, on présentait aux « Agriculteurs » un programme composé de courts métrages. Il eut un succès d'estime. Aujourd'hui, pour un tel programme, on fait la queue à la cinémathèque. Entre temps, les ciné-clubs ont gagné un nouveau public. Les amateurs n'hésitent pas à traverser la ville pour aller voir un bon film. Récemment, en renouvelant au « Floride » l'expérience tentée naguère aux « Agriculteurs », on obtenait un succès extraordinaire : le record d'affluence de la saison. Ce programme d'une semaine comprenait des films de J. Mitry, H. Gruel, J. Dewever, A. Resnais, G. Franju et A. Kyrou.

« Parfois le dimanche », d'Ado Kyrou tranche d'une façon inattendue sur la production française par son sujet et le lieu où se situe l'action : la banlieue ouvrière. Un garçon se laisse séduire par les allures plus libres d'une jeune bonne à tout faire et abandonne, pour elle, sa fiancée. L'histoire est simple ; elle permet à Ado Kyrou de témoigner pour la jeunesse la plus nombreuse et la plus méconnue. La vie facile des enfants chéris de la bonne société que les journaux, les magazines, la « télé » et surtout le cinéma illustrent avec complaisance, insinue au cœur des jeunes employés et ouvriers un besoin plus ou moins conscient de vivre autrement, de vivre intensément leur liberté provisoire du dimanche. Mais les joies et les sentiments heureux sont bientôt dévorés par l'idée toujours présente du temps à venir : le lundi, les sirènes du travail sont inexorables ; d'un travail qui aliène souvent le meilleur de l'individu.

Dans le petit bal de Ado Kyrou, la conscience des plaisirs d'une autre société se manifeste dans l'attitude gauche des danseurs qui paraissent imiter timidement des jeux futiles et par conséquent, lorsque le temps compte, hors de prix. Aujourd'hui, les hommes ne sont plus assez simples pour profiter des occasions heureuses de leur loisir. Seul, l'homme qui a un emploi digne de ses facultés ne connaît aucune rupture entre le temps du loisir et celui du travail. Reste l'amour qu'on prend toujours au sé-

rieux du côté de Vitry et de Choisy ; les personnages du film sont vrais. Le jeu qu'Ado Kyrou impose à ses acteurs est constamment à la limite subtile où une maladresse nécessaire peut lui être imputé à tort. Si, tout au début du film, ses comédiens « récitent » un peu leur texte, ils sont bientôt dans le ton. Kyrou a réussi un film rare avec le sujet le plus banal, le plus difficile à traiter.

De son côté, le « Studio du Val de Grâce », tout en continuant son programme hebdomadaire de long métrage, présente le lundi, de 14 h. à 24 h. et le samedi de 14 h. à 20 h., un choix de courts métrages. Ce choix sera renouvelé tous les deux mois et, si le succès se confirme, le nombre des séances sera augmenté. Le programme actuel comprend : « Fudget Budget » de l'équipe Bosustow. Ce dessin animé, d'une facture très schématique, révèle avec humour les préoccupations dominantes de l'Américain moyen.

« Capitale de l'or », de Colin Low, c'est la ruée vers l'or sans un coup de pistolet. On y voit des aventuriers repartir les mains vides, mais avec des histoires à raconter pour le reste de leurs jours ; Hollywood en a fabriqué de plus romanesques. Colin Low a passé son enfance dans le pays ; c'est avec ses souvenirs, mais en historien, qu'il nous conte cette aventure. Malgré la légende, l'ordre régnait. Les quelques individus que la fortune combla furent bien protégés par la police et respectés de tous.

« Paris la Belle » est un album un peu terne, malgré ses couleurs fraîches, que Jacques Prévert feuillette avec mélancolie. Ce voyage dans Paris à travers le temps fait hélas rêver à un autre voyage : au « Voyage Surprise » où les frères Prévert manifestaient encore une fantaisie débridée. Mais est-ce leur faute si Paris la belle est oubliée d'une certaine liberté ? Aujourd'hui, les censeurs et les « mecs » comme disait Giraudoux, ont tous les pouvoirs et la bêtise règne au pays de Rabelais.

Dans « Ballon vole », Jean Dasque fait preuve d'invention et le genre en exige beaucoup : l'exubérance et le rythme du burlesque doivent être soutenus du commencement à la fin. Mack Sennett et son équipe de « spécialistes » se mettaient méthodiquement en transes pour capter des idées saugrenues. Aujourd'hui, un auteur de burlesques a bientôt épuisé tous

les « gags » qu'offre une situation et risque fort de débusquer un lapin qui était déjà sorti du chapeau de Sennett. Je crois bien que les gags de J. Dasque sont originaux et son ballon est assez malicieux.

Avec « Sabotier du Val de Loire », Jacques Demy se manifeste comme un des plus doués de la « nouvelle vague », le plus sensible peut-être, qui évoque en quelques minutes toute la vie d'un honnête homme et ce n'est pas commun. Ce sabotier s'est contenté avec sa femme de petites joies au jour le jour. L'évocation dure le temps de fabriquer une paire de sabots et l'on ne peut mieux exprimer la substance profonde de cette vie : un sabot se taille, se découpe, se sculpte dans la masse comme un visage dans un bois dur, odorant et qui plaît au toucher. C'est un métier et tout un monde qui meurent. Par contraste, le « Mystère de l'atelier 15 », de A. Resnais et A. Heindrich, est celui, inquiétant, du monde moderne. Dans cette usine, seul le médecin qui mène l'enquête, et peut-être le chimiste, a une activité humaine ; les ouvriers ont une fonction toute machinale qui les dégrade. On suit le médecin chez l'un d'eux qui éprouve des troubles dus à son travail dans un endroit malsain. La cause de cette insalubrité fait l'objet de l'enquête. Lorsque le médecin la découvre, tout le monde paraît satisfait : l'usine elle-même avec sa saleté, sa laideur, est acceptée. C'est au spectateur de juger.

Ainsi, mieux qu'un grand film « réaliste », des films courts, de contenu divers, rendent compte de la vie. C'est au documentaire que de grands réalisateurs comme G. Franju et A. Resnais ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Dans le court métrage de fiction, le film n'est qu'un moment privilégié du temps que les décors et l'action doivent rendre sensible ; pour qu'un personnage ait assez de réalité, il faut qu'il soit intégré à la durée, qu'il ait un passé. Ce passé doit être suggéré dans un temps relatif très court. Comme la nouvelle en littérature, le court métrage exige une grande maîtrise et il suppose le choix rigoureux de l'objet et de l'action qui signifient le plus. C'est un art difficile.

(1) Remplacé par un dessin animé : Magoo s'envole malgré lui.

Max GAUTHIER.

Théâtre populaire, action culturelle... et psychologique

On nous apprend (« Le Monde » du 4-1-62) la proche création d'un bataillon d'action culturelle calqué sur celui de Joinville, ce bataillon d'athlètes dont elle (l'armée) tire fierté.

Ce bataillon grouperait tous les militaires appelés artistes : acteurs, écrivains, peintres, etc., autour du noyau déjà constitué par Raymond Hermantier en Algérie depuis 1959, le G.A.C. (Groupe d'Action Culturelle), qui « assimile son rôle à celui d'une Croix-Rouge du cœur ».

EN d'autres temps, cette nouvelle aurait peut-être suscité une adhésion compréhensible des intéressés.

Dans le contexte actuel, compte tenu d'autres « actions psychologiques » et de leurs prolongements, compte tenu de l'adhésion enthousiaste du public-relation de la IV^e, M. Malraux, on peut s'interroger sur l'orientation réelle d'une telle initiative.

« La règle, chez nous, puisqu'au sein nous sommes des militaires, c'est de nous abstenir de toute politique, a expliqué Claude-Henri Roquet, secrétaire littéraire du G.A.C. à Claude Sarraute. Nous nous contentons d'œuvrer pour la réconciliation et le rapprochement entre les communautés en nous maintenant sur le plan strictement culturel. Raymond Hermantier nous répète toujours : vous êtes ici pour donner, aimer, faire aimer. Notre rôle rejoint par certains côtés

celui du prêtre et du médecin ».

Ou : quand-le-théâtre-qui-rassemble-par-dessus-la-mêlée-réconcilie-les-âmes !

Après les S.A.S.

Les officiers S. A. S. aussi avaient une « mission humanitaire ». On épiloguera longuement sur leur incontestable courage. Mais leur mission n'était-elle pas de ressaisir les populations influencées par le F.L.N., donc politique ?

Que précisément le G.A.C. ait été soutenu par la délégation générale d'Algérie dès ses débuts (lire l'article d'Yves Florenne dans « Le Monde », 1959) pour étendre le rôle des S.A.S., l'approfondir et le varier « étant entendu que le théâtre sera à la fois le véhicule et le moteur de la nouvelle entreprise » révèle la cause du patronage gaulliste.

Le journal du G.A.C., « Actes », d'été 1961 nous donne quelques indications sur le contenu de l'initiative Hermantier. On le savait déjà confusionaliste, exalté : bref l'« artiste génial » décrit par la littérature de pacotille. Les articles qu'il écrit dans son organe donne une autre épaisseur au personnage. Car, pourquoi ne pas le dire, Hermantier est parti en Algérie en missionnaire.

« Pourquoi l'Algérie ? Pourquoi la Grande Kabylie ? Ce pays dont je ne connaissais rien, n'avait jamais cessé d'exercer sur moi une attirance que je me promettais de satisfaire un jour.

Il y eut le retour à la tête de notre malheureux pays de l'homme des grandes années de notre vie. Cela précipita les choses. Je me lançais dans de folles randonnées. Je cherchais éperdument l'âme de ces peuples éprouvés et je sentais bien que tôt ou tard, il me faudrait me mêler à eux » !

Et alors que « des étrangers calomniaient ma patrie », Hermantier part. Il ne veut certes pas trahir mais «...apporter à ces peuples meurtris une amitié virile et fraternelle ». Suit une description de la ville de Michel, ses hommes (durs), ses femmes (belles), etc., un hommage étrange à un maquisard tué (par qui ?)... vint l'ordre de rejoindre en une terre lointaine des agents politiques ». Puis une envolée sublime : « Et que demeure à jamais gravé en notre cœur le sacrifice de ces jeunes lieutenants des unités d'élite — du modeste ouvrier au prince de France ».

L'union sacrée dans les unités d'élite, quel admirable programme !

En chéchia rouge

Après l'apologie d'un Père Blanc, Hermantier conclut ainsi son éditorial (« Un acte gratuit ? ») par cette profession de foi :

« O ! rassembler toute son énergie, faire jaillir au-dessus de l'appel du monde, toute sa foi, renoncer sans mépris et tendre vers Dieu son âme toute entière pour recevoir de Lui la Sainte Révélation qui vous autorisera à prendre place, au lendemain des jours d'ardent combat, dans le cor-

tège silencieux des hommes blancs en chéchias rouges et qui portent à leur côté le rosaire ».

Cette humilité, surprenante lorsqu'on connaît Raymond Hermantier est démentie par le reste de son journal : en vingt pages d'auto-apologie (Hermantier le « Patron » ; Hermantier petit, au Conservatoire-photo ; Hermantier grand sur scène-photo), la brosse à reluire le G.A.C. ne cesse de s'agiter. On lit une apologie du Conservatoire d'art dramatique de Paris, du travail artisanal, du rôle du « Patron ». Et il est curieux de voir sur quoi débouche cette « action culturelle » : sur la notion de présence. Mais...

« Je sais qu'aux yeux des intellectuels de gauche tout ce qui est œuvre française en Algérie a une odeur de colonialisme et tout ce qui touche à l'armée devient suspect de fascisme », s'excuse d'avance, Claude-Henri Roquet. On nous permettra, en effet, de suspecter le contenu de l'opération ; ce n'est sans doute pas du fascisme. Mais ce mysticisme néo-pétainiste dont on veut affubler le théâtre populaire ne vaut guère mieux.

Irrésistiblement, le ton est celui du pétainisme : la valeur du « vrai » travail, l'exaltation des traditions, le contact avec le « vrai » public, à qui d'ailleurs on joue « nos » classiques, le grand rassemblement dans le théâtre, voici le vrai visage de la France. Et comme dit Hermantier vive « l'homme des grandes années de notre vie », le grand rassembleur d'hommes !

Tout cela, sans faire de politique...
Emile COPFERMANN.

Le PSU en deuil

La fédération du Gers vient d'éprouver une perte cruelle : notre camarade Paul Bourrec qui, en 1958, avait été un des premiers à rallier le P.S.A., vient de mourir subitement d'une crise cardiaque à l'âge de 61 ans.

P. Bourrec était secrétaire fédéral adjoint. Il était directeur d'école honoraire.

A sa femme, à sa famille et aux camarades du Gers, nous adressons au nom du Bureau national du Parti et au nom de « Tribune Socialiste » nos condoléances et l'expression de notre douloureuse sympathie.

Nous apprenons la mort subite d'Elie Chamfrein, professeur au lycée d'Alençon.

Ancien conseiller général communiste de la Guadeloupe et maire de Basse-Terre, Elie Chamfrein avait été un combattant de la lutte anticolonialiste. Il était devenu l'un des nôtres.

Notre parti adresse ses condoléances à sa famille et à la Fédération de l'Orne.

Ermont-Eaubonne

EDOUARD DEPREUX,

secrétaire national du P.S.U., fera une conférence d'information sur :

« Ce qu'est le P.S.U. »

« Notre parti,

face aux problèmes actuels »

Le dimanche 14 janvier, à 15 h., Salle des fêtes d'Ermont (Salle Henri-Becque, rue du 18-Juin).

Saint-Nazaire

Au temps des Jacobins, des drames ont éclaté entre l'armée de métier, les volontaires et le pouvoir civil. Les conventionnels ont su trouver les solutions qui ont mené les soldats de l'An II à la victoire.

Les problèmes historiques ne sont jamais rigoureusement les mêmes. Cependant lorsqu'on ignore les leçons du passé, on risque de commettre les mêmes erreurs.

« L'ARMÉE ET LE POUVOIR
SOUS LA REVOLUTION
FRANÇAISE »

Tel sera le thème de la conférence organisée par le P.S.U. le

Vendredi 26 janvier

à 20 h. 30, salle Jean-Macé, par notre camarade René Chatal, avocat à la Cour.

Puy-de-Dôme

Aux élections cantonales du 14 janvier 1962, le P.S.U. sera représenté par notre camarade, le docteur Gustave Giraud, secrétaire fédéral adjoint.

Ce jeune oculiste exerce à Clermont, mais à un cabinet à Billon. Il est très préoccupé par la nécessité de créer des moyens de soins plus efficaces, notamment dans les campagnes et il est l'animateur d'un groupe qui se préoccupe de recherches pour une médecine moderne.

Sur la proposition du groupe P.S.U. l'association des maires du Puy-de-Dôme réunie en assemblée générale a adopté un vœu dans lequel elle déclare s'opposer au fascisme sous toutes ses formes. Elle appelle tous les démocrates à s'unir pour défendre la République par tous les moyens et condamne les crimes et exactions de l'O.A.S. Les députés indépendants Godonnière et Joyon ont refusé de s'associer à ce vœu.

Pas-de-Calais

Lors d'une réunion qui s'est tenue à Béthune, le 28 décembre dernier, en présence de notre camarade A. Suret, secrétaire politique fédéral, la Section de Béthune du P.S.U. a recueilli 5 adhésions nouvelles. Nous remercions aux sympathisants de la région de Béthune que le secrétaire de Section est notre camarade R. Courtière, 27, rue Boutleux à Béthune.

Une section vient d'être créée d'autre part à Saint-Omer.

Lille

Samedi 6 janvier, à la suite de l'attentat au plastic contre le siège du Parti communiste, un rassemblement a eu lieu devant ce local. Parmi les orateurs qui ont pris la parole pour protester contre les attentats et la carence du gouvernement se trouvaient Arthur Ramette, pour le P.C., notre camarade Herlème, secrétaire de la section P.S.U. de Lille, et Arthur Notebart, ancien député S.F.I.O. et maire de Lomme-lez-Lille.

Finistère

Parmi les informations que nous avons publiées dans notre numéro du 30 décembre sur les manifestations qui ont eu lieu en province au cours du mois précédent, nous avons cité, entre autres, la manifestation qui a eu lieu, le 28 novembre, à l'appel du Comité antifasciste groupant la C.G.T., la F.E.N., le S.N.I., le P.C., le P.S.U. et la Ligue des Droits de l'Homme.

Nous avons ajouté : « Une nouvelle journée a été organisée dans des conditions analogues le 12 décembre »

Les camarades du Finistère tiennent à préciser que cette dernière manifestation était due à l'initiative des organisations syndicales C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., S.N.I., et U.N.E.F., appuyées par les partis politiques, notamment le P.S.U. et le P.C.

Cette précision s'imposait, car elle pouvait laisser croire que l'Union départementale C.F.T.C. s'était tenue en dehors de cette action.

RENCONTRE FRANCO-ITALIENNE

Les délégations des Fédérations

— du Parti socialiste italien de la province d'Imperia ;

— du Parti socialiste unifié des Alpes-Maritimes

se sont réunies à Imperia, le 16 décembre 1961, en vue de confronter leurs points de vue sur :

— la lutte sociale et politique des travailleurs dans le cadre du Marché commun (en particulier pour la zone méditerranéenne) ;

— la réalisation d'une action commune des partis socialistes et ouvriers pour une politique de neutralisme actif.

Les délégués ont constaté leur accord total sur toutes les questions discutées.

Ils ont décidé de resserrer les liens unissant les deux Fédérations, par des contacts fréquents entre leurs bureaux ainsi que par la communication de toutes leurs expériences d'organisation et d'action.

Pour la Fédération d'Imperia du P.S.I. :

Dott. Bruno Somaschini,
secrétaire fédéral ;

Pour la Fédération des Alpes-Maritimes du P.S.U. :

Lucien Streiff,
membre du bureau fédéral.

S.O.S. P.S.U. !

Un groupe de jeunes recherche pour ses réunions un local — non commercial — à louer, entre 25 et 100 mètres carrés et situé dans le périmètre Bastille-Châtelet-Montparnasse-Austerlitz.

● S'adresser à M. CHANTEREAU, 6, avenue Alphonse-Cherrier, Sceaux (Seine).

Tél. : ROBINSON 21-97.

Pour le Centre de documentation et d'informations du Parti

Le P.S.U. lance un bulletin d'information qui, à partir de la presse quotidienne, hebdomadaire et périodique, et sous forme de notes brèves, doit analyser l'actualité politique, économique et sociale pour permettre aux militants et aux cadres du Parti d'être mieux armés dans leurs luttes de chaque jour.

Tous les camarades, en particulier syndicalistes, journalistes, enseignants, chercheurs, qui pourraient apporter une collaboration, même limitée, à ce bulletin sont instamment invités à se mettre en rapport avec la Commission Nationale de Formation du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9^e.

Un appel particulier est

adressé aux membres du P.S.U. qui appartiennent au Club Jean-Moulin et à tous ceux qui, en raison de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, etc. ; Instituts et organismes d'études économiques publics — notamment C.N.L.E. et S.E.D.E.S. — ou privés : Institut des Sciences sociales du Travail, Centre d'Etudes sociologiques, Institut agronomique, I.N.R.A., Fondation nationale des Sciences politiques, etc.) peuvent apporter à ce bulletin une aide efficace sans effort particulier.

Aucun parti n'est aussi riche en éléments capables de mener à bien une entreprise qui sera infiniment utile pour les fédérations.

STAGES

NATIONAUX DE FORMATION

La Commission nationale de formation organise, du 3 au 10 mars 1962, un stage sur

LE SYNDICALISME ET LES ENTREPRISES

selon les mêmes méthodes et le même programme que le stage organisé l'été dernier

Les secrétaires fédéraux sont informés de toutes les conditions administratives dans lesquelles ce stage se déroulera. Les camarades doivent prendre directement contact avec leurs fédérations.

C. E. S. - Programme

CYCLE GENERAL

17, rue de Chaligny, Paris-12^e

(Entrée par la cour)
(Métro Reuilly-Diderot)

20 h. 30

● 16 janvier :

Pourquoi et comment la Révolution de 1917 en Russie ? (Y. Craipeau).

● 30 janvier :

La période stalinienne en U.R.S.S. (Y. Craipeau).

COURS SUPERIEUR

44, rue de Rennes, Paris-6^e
Métro Saint-Germain-des-Près

21 h.

● 17 janvier :

L'Etat employeur (P. Belleville).

Les Cours de l'Ecole Fédérale

● 16 janvier :

Les travaux pratiques

● 23 janvier :

Le recrutement

dans les milieux professionnels

Vient de paraître

Le n° 12 des « Cahiers du C.E.S. »

« L'Armée et l'Etat, en France »

de Pierre NAVILLE

L'exemplaire 1,50 NF

Abonnement - 15 cours .. 15 NF

- 30 cours .. 29 NF

- 55 cours .. 53 NF

C.C.P. Tribune Socialiste 56-26-65 PARIS

54, Boulevard Garibaldi, Paris-XV^e

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Le P.S.U., riche en dévouement, d'anciens francs les années précédentes.

est handicapé dans son essor, par son manque de moyens matériels.

Ce n'est pas assez. Dans les heures graves que nous vivons, faites un effort encore plus grand. Il n'a aucune honte à dire publiquement que, refusant de frapper à certaines portes que d'autres connaissent bien, il a besoin de l'aide de ses amis, de ses sympathisants, des lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE.

Retournez-nous au Siège du Parti, 8, rue Henner, PARIS-9^e la déclaration ci-dessous, et versez à Maurice KLEIN, 37, rue de Trévise, PARIS-9^e (CCP 4435-35 Paris) votre première mensualité. Les plus aisés d'entre eux se doivent de s'imposer volontairement. Les plus modestes peuvent faire des collectes autour d'eux pour nous en envoyer le montant. Les versements mensuels nous ont procuré quelques millions

Pour le BUREAU NATIONAL :

Le Secrétaire,

Edouard DEPREUX.

Le Trésorier,

Maurice KLEIN.

Je, soussigné, (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste

Unifié, la somme de NF.

Date :

Signature :

Importante décision de la Cour de Cassation :

Les Comités d'entreprise peuvent subventionner les congés - éducation

La loi sur les congés-éducation accorde aux travailleurs des entreprises industrielles le droit de suivre pendant huit jours des stages organisés par les centrales syndicales et quelques autres organismes reconnus (Faculté de Droit de Strasbourg, Centre d'éducation ouvrière du Nord, Centre de culture ouvrière, etc.).

Elle accorde le droit au congé mais pas de salaire correspondant et les travailleurs qui suivent le stage le font à leurs frais (frais de stages plus perte de salaire) ou aux frais de leur centrale syndicale.

Devant cette situation, un certain nombre de comités d'entreprise prirent l'initiative d'accorder des bourses de stage. Elles devaient permettre l'assistance à des stages nationaux ou l'organisation sur place d'une école syndicale de quelques jours. Généralement, les fonds affectés à ce poste étaient attribués aux différents centrales au prorata de leurs résultats électoraux.

Les premières initiatives ne soulevèrent pas de réactions patronales. Elles devinrent un peu plus nombreuses et cette fois le patronat commença à s'y intéresser. Plusieurs décisions de comités d'entreprise furent attaquées devant les tribunaux. Ce fut le cas notamment aux Etablissements Carnaud et Forges de Basse-Indre (Loire-Atlantique), société dont le capital est entièrement entre les mains de Wendel et Cie. Le tribunal accepta la thèse patronale. Les syndicats firent appel et la Chambre sociale de la Cour de Cassation vient de trancher.

Elle donne raison aux syndicats. Certes, ont dit les conseillers, le décret organisant les comités d'entreprise et énumérant les activités sociales qu'ils pouvaient subventionner ne prévoyait pas celle-ci. Mais les congés-éducation eux-mêmes n'existant pas à l'époque, leur subvention ne pouvait être envisagée. Il faut donc examiner non pas le décret d'application mais l'ordonnance elle-même. Celle-ci dit que « les comités

d'entreprise coopèrent avec la direction à l'amélioration des conditions collectives de travail et de vie du personnel ». Cette coopération suppose chez les membres du comité, et par conséquent chez les militants syndicaux parmi lesquels ils sont choisis un minimum de formation sociale, économique, etc. Les stages des centrales syndicales ou des organismes assimilés ont justement pour but de leur donner cette formation. Subventionner la participation à ces stages, c'est donc finalement, pensent les conseillers, répondre sinon à la lettre du décret, du moins à l'esprit même qui a présidé à l'institution des comités d'entreprise.

Parallèlement, un certain nombre d'arguments patronaux ont été repoussés. On avait dit que subventionner les séjours en stages risquait de multiplier leur nombre et de désorganiser la vie de l'entreprise. En réalité, la loi sur les congés-éducation prévoit et limite le nombre des congés qui peuvent être accordés annuellement et cette limite est bien loin

d'être atteinte. On avait dit également que seule une petite partie du personnel bénéficiait des subventions en question alors que les œuvres du comité d'entreprise doivent s'adresser à tous. La Chambre sociale a reconnu qu'en pratique une subvention ne bénéficie jamais qu'à une catégorie du personnel : seuls ceux qui aiment le sport profitent de l'aide apportée à sa pratique. Au contraire, on l'a vu, les bourses aux stagiaires du congé-éducation, en contribuant à l'amélioration des compétences des militants, bénéficiaient finalement à tout le personnel de l'usine puisqu'elles amélioreraient la qualité de sa représentation au Comité d'entreprise.

La décision de la Chambre sociale sera sans doute appelée à faire jurisprudence. Elle fait partie d'un ensemble de faits qui, comme les accords Berliet, tendent à concrétiser l'existence d'une vie syndicale autonome dans le cadre juridique des entreprises.

Pierre BELLEVILLE.

Confusion chez les médecins

Lors de sa récente assemblée générale, la Confédération des Syndicats médicaux français (C.S.M.F.) annonçait son intention de résilier les conventions signées avec la Sécurité sociale dans 70 départements. Cette décision doit prendre effet le 31 janvier 1962 et bien qu'elle ne doive gêner les assurés sociaux que vers le mois de juin, on peut déjà s'attendre à de sérieux remous.

En effet, dans les départements où des conventions avaient été signées, le système a parfaitement fonctionné : les assurés sociaux ont pu bénéficier (et continuent à bénéficier) du remboursement des honoraires à 80 p. 100. Peu de conflits : les cas de « non-respect » des tarifs ont été très rares.

En partie satisfaite, la confédération craint néanmoins, si elle accepte le renouvellement automatique des conventions, de voir le gouvernement négliger, comme il l'a fait jusqu'à maintenant, les revendications des praticiens. Une pression sur les pouvoirs publics apparaît donc nécessaire, d'autant plus nécessaire qu'aujourd'hui le corps médical est divisé, organisé dans des associations rivales, et que la moindre faute commise par une de ces associations profiterait immédiatement au groupe adverse.

La guerre des communiqués fait rage en ce moment dans le monde médical. Je ne suis pas sûr que le médecin moyen comprenne exactement ce que signifie la succession de scissions, d'exclusions, de créations de nouveaux groupements, de dénonciations, de bruyantes démissions que la presse relate presque quotidiennement. Quant au profane, à l'usager de la médecine, à l'assuré social, il est noyé, incapable de savoir ce qui se passe dans le syndicalisme médical. Pourtant, des vagues actuelles dépendent les chances qu'il a, dans un avenir proche, d'être parfaitement soigné.

Un peu d'histoire récente

Les rapports n'ont jamais été très chaleureux entre les organisations de médecins et les groupes, partis, syndicats ou associations qui préconisaient une forme sociale de la médecine. On sait l'opposition dont les médecins avaient fait montre lors de la discussion, pendant les années 1930, des projets d'assurance sociale.

Opposition moins vive à la Libération au moment de la mise en route du régime de Sécurité sociale. A cette époque, le syndicalisme médical est uni dans une seule organisation, la Confédération. Elle regroupe : des syndicats départementaux — auxquels adhèrent tous les médecins du département — des syndicats de spécialités et enfin, mais avec voix consultative seulement, des syndicats de catégorisés. On appelle catégorisés les médecins qui bénéficient, du fait de leur travail, d'un statut particulier. Par exemple, les médecins des écoles, les médecins des administrations, etc.

La C.S.M.F. ne s'oppose donc pas violemment à la Sécurité sociale. Seulement, faute d'accord sur les taux des honoraires, les conventions signées entre les syndicats et les caisses départementales de Sécurité sociale sont extrêmement rares. Dans presque tous les départements, les assurés sociaux n'obtiennent pas le remboursement des soins médicaux à 80 p. 100. Les taux de remboursements sont souvent même très faibles : 25 ou 35 p. 100 des sommes effectivement déboursées.

Cause de l'échec : il tient aux médecins d'abord. Un grand nombre d'entre eux, rêvant au maintien de la médecine libérale traditionnelle, se refusent à toute discipline, à toute limitation de leurs honoraires. Mais il tient aussi, il faut bien le dire, à l'attitude, peu favorable à une discussion, qu'adoptent certains administrateurs de caisses. Il tient, enfin, à la tutelle de fait de l'administration sur les caisses de S.S., notamment en ce qui concerne les tarifs.

Cette situation dure jusqu'en 1960. A plusieurs reprises, on parle de porter le fer dans la plaie. En 1957, Albert Gazier présente ses fameux projets qui entraînent une réaction très vive de la part des organisations médicales. Ils disparaîtront avec le gouvernement Guy Mollet.

Vient le décret du 12 mai 1960 : opposition unanime des médecins. Son caractère autoritaire, ses clauses qualifiées de technocratiques, sa méconnaissance des problèmes médicaux et de certaines dispositions sont autant de raisons de refus.

Mais dans cette unanimité contre le décret, des divergences apparaissent qui vont aller s'amplifiant. Divergences sur l'avenir de la médecine : c'est à ce moment qu'on commence à parler du Groupement d'Etudes et de Recherches pour une Médecine moderne (G.E.R.M.M.), qui rassemble des praticiens soucieux de trouver les moyens de lier la médecine à la société. On parle aussi, à l'opposé, de l'Union nationale pour l'Avenir de la Médecine (U.N.A.M.). Puissante, l'U.N.A.M. sert de groupe de pression et défend les positions de la médecine traditionnelle.

Sur le plan syndical, les mêmes divergences apparaissent. La C.S.M.F., bien qu'elle ne soit pas une organisation de gauche, se rend compte que l'intérêt de la majorité de ses mandants réside dans une collaboration avec la Sécurité sociale. La presque totalité des malades n'est-elle pas formée d'assurés sociaux ?

Cela n'implique d'ailleurs pas pour elle une approbation du décret.

Cette opposition est-elle suffisante ? Non, rétorquent les médecins de certains départements comme la Seine et le Rhône. Il ne saurait être question d'accepter les contrôles, d'abandonner, en ce qui concerne les honoraires, « l'entente directe » entre le malade et le médecin. Toute concession sur ces points entraîne, à brève échéance, une fonctionnarisation de la médecine.

Bruyants, bien organisés, les irréductibles font beaucoup parler d'eux.

Des textes circulent, menaçant, selon la terminologie poujadiste, les malheureux praticiens qui n'accepteraient pas la dictature de ces libéraux. En juillet 1960, les irréductibles créent l'Union syndicale pour la révision du décret du 12 mai (U.S.R.).

La scission du syndicalisme médical

Au départ, l'U.S.R. se présente comme un groupe de pression. Elle accepte les adhésions collectives ou individuelles. Là où ses partisans sont majoritaires, le syndicat adhère en bloc, sans tenir compte des adversaires de l'U.S.R. Ailleurs, seuls les minoritaires prennent leurs cartes, en particulier dans les départements où une convention a été signée.

L'U.S.R. paraît avoir de bonnes chances à l'origine. Soutenue par l'U.N.A.M., majoritaire dans une dizaine de départements, représentée à peu près partout, elle tend peu à peu à jouer un rôle de syndicat et à s'opposer à la Confédération. Résultats : l'exclusion, par la Confédération, de deux syndicats départementaux, la Seine et le Rhône. Du coup, neuf autres syndicats quittent la C.S.M.F. et forment, avec les exclus, une nouvelle centrale qui prend la relève de l'U.S.R. et qui s'appelle l'Union nationale des Syndicats médicaux français.

Puissante, la nouvelle union l'est certainement, mais moins qu'on pourrait le penser. Ainsi dans la Seine, la Chambre syndicale des médecins a adhéré en bloc, représentant onze mille membres.

Seulement, sur ces 11.000 membres, 7.000 exercent effectivement. Or, quelque 3.000, soit plus de 40 p. 100 de l'effectif réel, ont signé des conventions individuelles avec la Sécurité sociale. Formé il y a quelques mois, un syndicat des médecins conventionnés (syndicat de catégorisés), groupe maintenant environ 1.200 adhérents. En outre, comme dans la plupart des départements favorables à la nouvelle union, un nouveau syndicat, fidèle à la Confédération, vient d'être formé.

Dans d'autres départements pourtant « traditionnels », les syndicats ont maintenu leur affiliation à la C.S.M.F. Les scissionnistes ont toujours mauvaise presse.

Ajoutez à cela que de nombreux médecins sont choqués par le langage et les amitiés d'extrême-droite de certains dirigeants locaux du nouveau syndicalisme ; que la nouvelle union n'ouvre à ses membres aucune perspective, qu'en dehors du refus, elle ne propose aucune solution au problème des rapports entre le corps médical et les usagers.

D'autant que l'U.S.R. ne se déclare pas opposée à la Sécurité sociale. (Elle ne le peut ; 95 p. 100 des médecins vivent des assurés sociaux.) Mais elle demande la possibilité pour le praticien de refuser individuellement son adhésion à une convention collective.

Quoique l'U.S.R. s'en défende, cela conduit inmanquablement au double secteur médical tant décrié (et que les adhésions individuelles ont créé à Paris). Une médecine à bon marché pour les assurés sociaux ; une médecine plus coûteuse pour les riches.

Les revendications des médecins

Les chances de la nouvelle Union sont incontestablement liées à la réponse que les Pouvoirs publics voudront donner aux revendications du corps médical. Que le mécontentement s'accroisse et le médecin sera tenté de suivre les éléments les plus extrémistes.

Or, le programme revendicatif présenté par la Confédération est acceptable et modéré. Du fait de l'existence des fiches de la Sécurité sociale, le revenu du médecin est maintenant connu du fisc et sa situation tend à se rapprocher de celle d'un salarié (ou d'un cadre de l'industrie). Il est donc juste que leur régime social et leur régime fiscal se rapprochent de celui du cadre. C'est pourquoi la Confédération réclame :

1°) ce qu'elle appelle la « couverture sociale » du médecin : le médecin et sa famille doivent pouvoir bénéficier de la Sécurité sociale, des allocations familiales, d'une véritable retraite, etc. ;

2°) la « justice fiscale » : le fisc connaît sensiblement les revenus réels des médecins. Or, leurs impôts sont actuellement calculés comme ceux des membres des professions libérales, en tenant compte, dans les taux, d'une éventuelle fraude. Aussi la C.S.M.F. réclame-t-elle pour le médecin le statut « d'assimilé aux salariés ».

La Sécurité sociale et le ministère du Travail sont, semble-t-il, d'accord avec ces deux revendications. Seul le ministère des Finances s'y oppose.

A ces revendications-clés viennent s'en ajouter d'autres, moins aiguës, mais importantes tout de même. Ainsi :

— la revalorisation de 15 p. 100 des honoraires ;

— l'aménagement des remboursements de certains actes médicaux ;

— la reconnaissance de certaines nouvelles spécialités.

Enfin la reconnaissance de la promotion interne dans le corps médical. Le tarif unique actuel ne tient compte ni de l'expérience acquise dans la pratique professionnelle ni des nouvelles connaissances obtenues au cours de stages spécialisés.

Dernier point, et qui prouve la volonté de la Confédération d'arriver à un accord avec la Sécurité sociale : elle demande l'ouverture de discussions pour un « contrat social » entre le corps médical, les Pouvoirs publics et les représentants des usagers. Elle met en avant quelques principes fondamentaux : le médecin au service de la société, non du gouvernement ; la médecine libérale, rémunérée à l'acte ; mais se devant de respecter les accords conclus.

Robert LEROUX.

Temps sombres pour la Guinée

La Guinée traverse actuellement une période difficile tant sur le plan politique que sur le plan économique. Ceux qui avaient fait des gorges chaudes du vote négatif de septembre 1958 se complaisent à affirmer qu'il ne pouvait en être autrement et que cette crise était aisément prévisible depuis longtemps. Mais il est évidemment facile de prédire que quelqu'un va tomber malade lorsque l'on multiplie à l'envers les courants d'air et les chaussetrapes. Est-ce à dire que la France est seule responsable des difficultés guinéennes ?

Ce serait sans nul doute schématiser à outrance un problème, complexe à la fois en lui-même et par l'insuffisance des données que l'on possède sur lui.

Le pari de septembre 1958

Il est sans doute vain d'épiloguer sur la question de savoir si la Guinée a eu tort ou raison, en septembre 1958, de repousser la Communauté ; compte tenu des positions de principe, aussi rationnelles que rigoureuses, qui étaient celles du Gouvernement guinéen, celui-ci est resté logique avec lui-même en rejetant le système proposé par la France. Il n'en demeure pas moins vrai que les dirigeants du Sénégal ou du Mali, par exemple — plus opportunistes diront peut-être certains — ont réussi à maintenir leur pays sur les flots, tandis que le Gouvernement guinéen, abandonné par les uns, déçu par les autres, est en proie à la crise la plus sérieuse depuis son existence.

Rarement institution juridique ne fut plus artificielle et plus irréaliste que ne l'a été la Communauté, issue de la métaphysique gaulliste, elle est retournée aux nuées dont elle était issue. Mais c'est peut-être ce qu'avaient prévu, dès 1958, les dirigeants du Soudan ou du Sénégal, pour s'en tenir à eux. Ayant satisfait à l'épreuve de référendum qui leur était imposée par la dialectique du général de Gaulle, il ne leur restait plus, sans trop brusquer les étapes, qu'à accéder à l'indépendance, sans pour autant subir les contrecoups d'une rupture brutale avec la France.

Il y avait en somme, en septembre 1958, un pari à faire sur l'avenir pour les dirigeants africains, la plupart l'ont gagné, Sékou Touré lui, l'a perdu. Mais s'il l'a perdu, c'est aussi parce qu'il y a eu délibérément du côté français l'intention de « punir » la Guinée. La punir de n'être pas entrée dans les desseins du général, de n'avoir pas joué le jeu, ou tout au moins de n'avoir pas fait semblant de le jouer.

Les "conséquences"

De Gaulle disait à Conakry, le 25 août 1958 : « La Guinée peut prendre l'indépendance, le 28 septembre, en disant non, je garantis que la France n'y fera pas d'obstacles mais elle en tirera bien sûr des conséquences. » Ces conséquences, ce fut la sécession, le refus de parrainer l'admission de la Guinée à l'O.N.U. (la France étant le seul pays à s'abstenir lors du vote), le refus de reconnaître trois mois durant la République de Guinée. Il y eut aussi les sabotages mineurs, encore que nombreux auxquels se livra le petit personnel civil ou militaire de certains services, avant d'évacuer les locaux administratifs ou les casernes.

Enfin, « les conséquences » ce fut surtout le blocus économique auquel la France soumit la Guinée, blocus qui s'avéra vite catastrophique pour cette dernière.

Il y eut bien, en janvier 1959, la signature entre la France et la Guinée de trois protocoles relatifs à la monnaie, à la coopération technique et administrative et aux échanges culturels — la Guinée restant dans la zone franc. Il y eut aussi, en juillet-août 1959, des négociations entre les deux gouvernements (la négociation Seydoux) ; mais les protocoles

d'accord restèrent lettre morte et les négociations échouèrent après avoir buté sur des rancœurs mineures, abusivement, sans doute, qualifiées de « contentieux », et qui auraient pu être éliminées d'un commun accord, s'il y avait eu une réelle volonté d'aboutir.

La crise économique

La décision de la Guinée de se retirer de la zone franc, le 1^{er} mars 1960, et de créer un franc autonome portait le coup final à toute chance d'accord franco-guinéen. Le 1^{er} mars 1960 avait été présenté comme une journée révolutionnaire aussi importante que celle du 28 septembre 1958, mais encore est-il besoin d'ajouter que les changements monétaires s'opèrent dans de mauvaises conditions techniques et dans un climat d'inquiétude. Dès sa création, le franc guinéen, changé dans le pays à parité avec le franc CFA, perdait 25 à 30 % de sa valeur dès qu'il sortait des frontières. En outre, près de 2 milliards de francs CFA étaient thésaurisés ou frauduleusement exportés,

si le programme de FRIA a été réalisé (400.000 tonnes d'alumine produit annuellement, en revanche, maintenant que le complexe est terminé et doté de machines automatiques, il n'emploie plus que quelques centaines de Guinéens), le centre de Boké et le barrage du Konkouré qui devaient permettre de produire 150.000 tonnes d'aluminium d'ici 1963 sont pour l'heure abandonnés.

Les limites de l'aide communiste

Privée de ses débouchés habituels par le fait du blocus français, en proie à une crise monétaire puis à une crise économique, face à la méfiance des autres Etats occidentaux, il était inéluctable que la Guinée se tournât vers ceux qui lui offraient leur aide : les pays de l'Est. Le Gouvernement français ayant fait en sorte que la vie économique, sociale et administrative du pays soit plus ou moins brisée, c'était joindre l'hypocrisie à la malignité, que de critiquer la présence de l'Est en Guinée.

Mais il y avait cependant une faille

ils n'ont pu venir totalement à bout de la tâche.

L'assistance communiste opère en outre en circuit fermé non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan psychologique.

Sur le premier plan, la réalisation de grands projets tels que l'agrandissement du port ou de l'aérodrome, la construction d'une grande imprimerie ou la mise en place d'un émetteur géant — pas plus que le complexe capitaliste de Fria — n'ont guère d'influence sur la vie quotidienne des Guinéens.

Quant au plan psychologique, il suffit de dire que la barrière linguistique n'est pas faite pour faciliter les choses, compte tenu du peu de curiosité amicale que les techniciens socialistes semblent avoir manifesté vis-à-vis des Guinéens.

La crise politique

Elle est à la fois interne et externe. Interne dans la mesure où ce que l'on a appelé « le complot des enseignants » traduit en fait l'état d'esprit d'un groupe d'hommes, plus ou moins imprégnés de marxisme, qui jouent la carte soviétique et ambitionnent de conquérir le pouvoir. MM. Ismaël Touré, demi-frère du président, Keita Fodéba, ministre de la Défense, Dialo Seifoulaye, sont sans doute les hommes les plus représentatifs de ce groupe, les intellectuels et les étudiants en particulier en constituant la base. Ils font leur, en un sens, la conception castriste selon laquelle entre le capitalisme et le communisme, il n'existe pas de troisième voie, seul le communisme étant à même de résoudre les innombrables problèmes qui se posent aux pays sous-développés. La recherche de l'efficacité économique se conjugue cependant ici avec l'ambition politique. Cela a été jusqu'à présent sans compter avec le prestige de Sékou Touré, qui, s'il n'est plus aussi grand qu'il l'était il y a trois ans, reste néanmoins déterminant. Or celui-ci entend poursuivre une politique résolument neutraliste. Il n'a au fond été rejeté vers l'Est que par la seule carence de l'Occident, c'est-à-dire en l'occurrence de la France. En outre, le chef de l'Etat guinéen sait que les capitalistes ne lui accordent leur aide qu'en contrepartie non seulement d'avantages économiques mais aussi de garanties politiques. Mais il mesure aussi les servitudes que lui imposent l'aide et l'appui de l'Est.

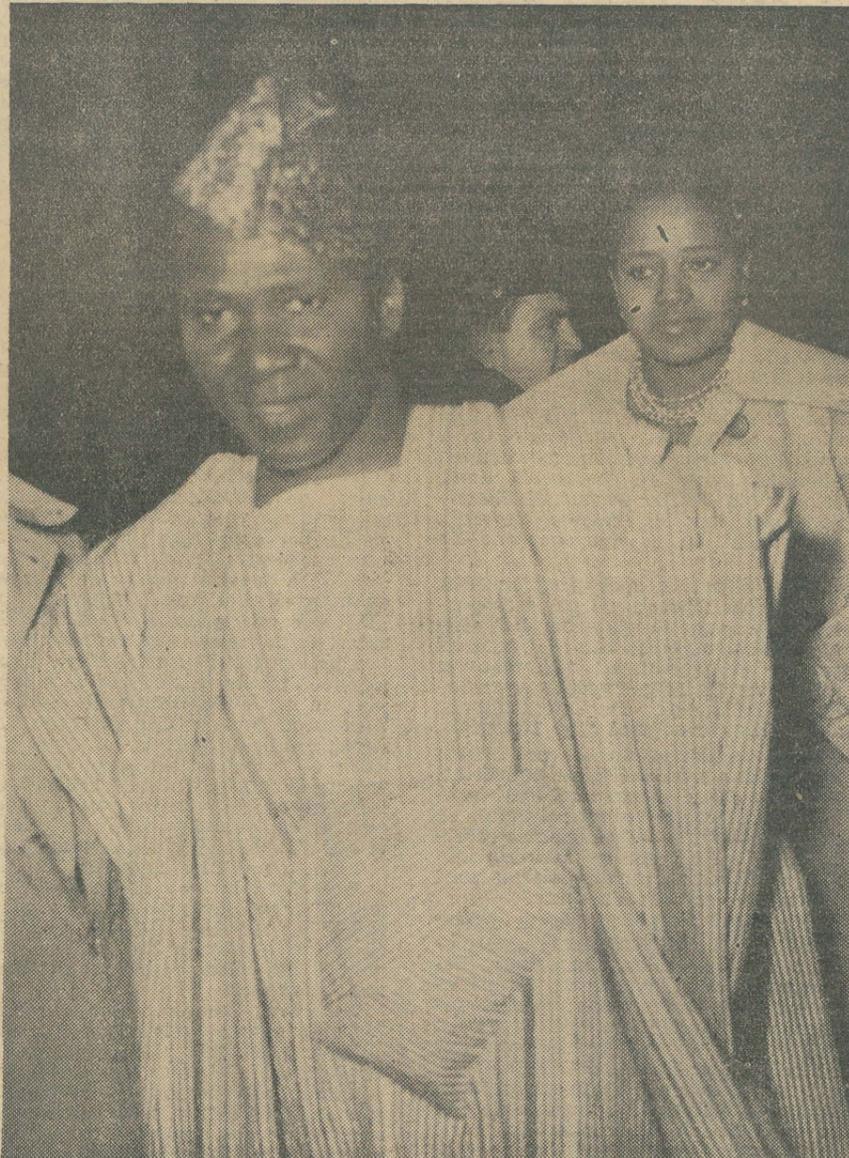
Prise entre les deux blocs, la Guinée vit le drame de tous les pays du Tiers Monde. Elle se trouve actuellement à la croisée des chemins. Un fort courant interne la pousse à accélérer son engagement vis-à-vis du camp communiste. La direction du puissant P.D.G. (Parti démocratique guinéen, parti unique et fortement implanté jusqu'au cœur même de la brousse) vient de mettre un frein à cet engagement. Encore convient-il de nuancer cette affirmation, car si l'ambassadeur d'U.R.S.S. a été expulsé, M. Mikoyan vient d'arriver à Conakry avec mission semble-t-il de « recoller les morceaux ». Et il y a tout lieu de croire qu'il y parviendra sans trop de mal, ne serait-ce que parce que la Guinée a besoin des techniciens et des experts communistes.

Quant à nous socialistes, quelle doit être notre position ?

D'abord constamment dénoncer l'attitude du Gouvernement gaulliste vis-à-vis de la Guinée, attitude qui n'a cessé d'être odieuse et absurde. Odieuse parce qu'on a systématiquement cherché à « punir » la Guinée de son vote de septembre 1958, absurde au propre point de vue d'un régime qui se veut un rempart contre le communisme, mais qui lui a jeté la Guinée dans les bras.

Avant d'être en mesure de réparer — là comme en tant d'autres domaines — les erreurs et les fautes de la politique gaulliste, il nous reste la possibilité d'informer l'opinion sur les réalités économiques, sociales et politiques d'un pays qui traverse actuellement une période sombre de son Histoire, mais dont il faut ardemment souhaiter qu'il retrouve le chemin de la stabilité politique et du progrès économique. Et nous savons bien que ce n'est pas la stratégie capitaliste qui est capable de permettre ce progrès.

Jacques PIETRI.



SEKOU TOURE

(Agip.)

Y a-t-il une voie guinéenne du socialisme ?

grâce à la complicité des commerçants syriens ou libanais.

La crise économique actuelle peut se résumer en quelques termes :

— Une inflation que rien ne semble devoir arrêter.

— Une balance commerciale largement déficitaire.

— Des investissements étrangers qui ne se font plus.

— Un niveau de vie très bas (un des plus bas sans doute de toute l'Afrique occidentale.)

Le bilan de trois années d'indépendance est sombre. Et pourtant il y a deux ans on pouvait estimer que « l'expérience guinéenne devrait se solder par une réussite essentiellement grâce à ses gigantesques possibilités économiques ». Mais en l'oc-

cas dans le système de rechange, car il n'est pas sûr — abstraction faite provisoirement de toute considération politique — que l'aide communiste soit appropriée aux problèmes guinéens. En ce sens que les différents Etats communistes ont apporté leur aide en argent et en hommes essentiellement à propos des grands projets d'infrastructure — ce qui est déjà très important — mais les quelque 1.500 experts soviétiques, chinois, polonais, etc., ne sauraient être en mesure de remplacer l'activité multiforme qui était celle de la France. Ce n'est pas seulement des cadres que fournissaient les Français, c'était aussi un grand nombre d'agents et de rouages subalternes, et ces derniers sont souvent plus difficiles à remplacer que les premiers. Les Guinéens ont fait un énorme effort pour suppléer au retrait des Français, mais